

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

ENQUÈME SESSION

Documents officiels



**1369<sup>e</sup>**  
**SÉANCE PLÉNIÈRE**

Lundi 8 novembre 1965,  
à 15 heures

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Page
Point 102 de l'ordre du jour: Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organi- sation des Nations Unies . . . . .	1

*Président:* M. Amintore FANFANI (Italie).

**POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR**

Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies

1. Le **PRESIDENT**: Comme je l'ai indiqué vendredi dernier [1368<sup>e</sup> séance], nous allons examiner cette question de façon continue, matin et après-midi. La liste des orateurs sera close demain à 17 heures. Je prie donc les représentants qui ont l'intention de prendre la parole de se faire inscrire aussi rapidement que possible.

2. M. **HUOT Samibath** (Cambodge): Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, d'exprimer les regrets de ma délégation de voir que l'Assemblée générale a été mise dans l'obligation de débattre une fois de plus une question qui devrait être déjà réglée depuis longtemps, celle de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

3. Depuis des années, les délégations cambodgiennes successives n'ont cessé, du haut de cette tribune, de dénoncer la fiction qui consiste à considérer la Chine comme étant représentée au sein de notre Organisation.

4. En vérité, ce qui est représenté ici est un pseudo-gouvernement installé par l'étranger sur une portion du territoire chinois. Nul n'ignore que Taïwan est partie inaliénable du territoire chinois et que la théorie des deux Chines n'est qu'un artifice de plus auquel ont recours les impérialistes pour tromper l'opinion et méconnaître les droits du peuple chinois. La question n'est donc pas de savoir si la Chine devrait être admise ou non à l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit simplement de se demander qui représente le peuple et le territoire chinois: le gouvernement de la République populaire de Chine ou le pseudo-gouvernement installé par les Etats-Unis à Taïwan, c'est-à-dire ces éléments disparates renversés et chassés par le peuple chinois.

5. La théorie des deux Chines, timidement avancée ces derniers temps, ne saurait donc retenir un seul instant notre attention. Il n'y a qu'une Chine et la question qui se pose ici est une simple question de procédure, une question de droit. Seul le Gouver-

nement de la République populaire de Chine représente le territoire et le peuple chinois. Il nous faut d'urgence inviter ses représentants à occuper leur place légitime à l'Organisation des Nations Unies. La Chine est Membre fondateur des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité. Elle doit être représentée par le Gouvernement de la République populaire de Chine, et non par le pseudo-gouvernement installé par les Etats-Unis à Taïpeh.

6. Or, depuis 1949, cette grande puissance qu'est la Chine s'est vu refuser le droit d'occuper les sièges qui, juridiquement, n'ont jamais cessé de lui appartenir. Quant à Taïwan, je rappellerai que c'est une des provinces de la Chine occupée provisoirement par des forces étrangères et que sa situation est une affaire intérieure chinoise. Il n'appartient à aucune puissance ni à aucune organisation internationale de s'ingérer dans le règlement de cette question. Nous insistons pour que les Etats-Unis retirent leurs forces armées de Taïwan, qui doit revenir immédiatement à la mère patrie.

7. En effet, Taïwan, qui est une des provinces de la Chine, a été reconnue au même titre que la Mandchourie et les Pescadores comme partie intégrante du territoire chinois, d'une part par la Déclaration du Caire du 1<sup>er</sup> décembre 1943, au cours de la Conférence à laquelle assistaient le président Franklin D. Roosevelt et le premier ministre Winston Churchill, et, d'autre part, par la Déclaration de Potsdam du 26 juillet 1945, faite conjointement par le premier ministre Joseph Staline, le président Harry S. Truman et le premier ministre Winston Churchill réaffirmant les termes de la Déclaration du Caire.

8. Nul n'ignore que les Etats-Unis, par des manœuvres et des pressions, ont réussi depuis 15 ans à barrer l'entrée de la République populaire de Chine à l'ONU. Il est évident que les effets de ces manœuvres et pressions sont désastreux pour l'Organisation internationale, qui va à sa perte certaine si elle poursuit sa politique actuelle qui consiste à fermer les yeux sur toutes les atteintes à la justice et aux principes de sa Charte. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Christ und Welt* et rapportée dans le journal *le Monde* en date du 17 septembre 1965, l'ancien chancelier de l'Allemagne fédérale, M. Adenauer, a déclaré: "Si nous avions politiquement les mains libres, nous aurions depuis longtemps reconnu la Chine populaire."

9. Il y a lieu donc de procéder sans tarder au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et dans tous ses organes. Cette question est directement liée au respect des buts et des principes fondamentaux des Nations Unies. Tous les Membres de

l'ONU qui ont à cœur l'avenir même de cette organisation internationale destinée à renforcer la paix et la sécurité des peuples doivent démontrer qu'il est temps de mettre fin à cette iniquité, qui prive la Chine de sa représentation légitime.

10. A l'heure actuelle, je crois qu'il est à peine besoin pour moi de souligner que la méconnaissance des droits de la Chine au sein d'une organisation qui se veut véritablement internationale est une violation directe et flagrante d'un des principes fondamentaux de la Charte, celui de l'universalité.

11. L'objectif principal des Nations Unies étant la coexistence pacifique entre tous les pays, quelles que soient leurs idéologies et leurs systèmes politiques économiques et sociaux, aucune divergence idéologique ou politique ne saurait constituer un argument contre la présence parmi nous des représentants de la République populaire de Chine.

12. Je voudrais sur ce point rendre hommage à la sagesse de notre Secrétaire général, U Thant, qui n'a cessé de plaider pour que l'Organisation puisse réaliser sa vocation mondiale. Dans un discours prononcé en son nom par M. Narasimhan, le 9 septembre dernier, devant l'Union interparlementaire, à Ottawa, U Thant a déclaré — et je cite ses paroles telles qu'elles ont été rapportées par le journal français *le Monde* du 10 septembre 1965:

"Un jour, d'une façon ou d'une autre, nous aurons à parachever l'édification d'une communauté mondiale qui, sous l'égide des Nations Unies, comprendrait toutes les nations, quelles que soient leurs idéologies et leurs dimensions, afin que tous les pays forment un même courant en faveur de la paix, de la liberté et de la justice."

Le Secrétaire général a ajouté:

"Si tel est notre but, il est évident que nous devons nous efforcer de réaliser au plus tôt l'universalité des Nations Unies: un progrès dans le désarmement, qu'il s'agisse des armes conventionnelles ou des armes nucléaires, sera pour le moins difficile tant qu'une des grandes puissances militaires du monde sur le plan des armes conventionnelles, et qui vient d'accéder de par ses propres moyens à la qualité de puissance nucléaire, ne participera pas à la discussion d'un sujet si important."

13. Chacun se souvient encore des paroles sages et réalistes prononcées le mois dernier, dans cette enceinte, par S. S. le pape Paul VI. A ceux qui oublient volontiers que c'est par leur faute que l'Organisation n'a pas encore un caractère universel et se trouve de ce fait dans une situation anormale, je rappellerai le message qui nous est adressé à ce sujet par le Souverain Pontife: "Votre vocation est de faire fraterniser, non pas quelques-uns des peuples, mais tous les peuples." [134<sup>ème</sup> séance, par. 30.]

14. La présence de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et dans tous ses organes signifie la représentation d'un grand et vaillant peuple de 700 millions d'hommes, soit le quart de la population mondiale.

15. D'autre part, nous ne devons pas perdre de vue le second aspect juridique du problème, tout aussi

important que le premier, à savoir que si le Gouvernement de la République populaire de Chine est le seul à représenter la Chine, il est en même temps le seul capable de remplir véritablement les obligations qui incombent à la Chine, Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité.

16. Il est évident que sans la participation de la République populaire de Chine aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, les grands problèmes internationaux, en particulier celui du désarmement général et complet, ne pourront être résolus. Des personnalités américaines elles-mêmes commencent à se rendre compte de plus en plus de cette évidence. Le journal *Newark Sunday News* du 19 septembre 1965 rapportait que M. Cornelius E. Gallagher, membre du Congrès des Etats-Unis et conseiller de la délégation américaine à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, a endossé l'idée d'une conférence mondiale du désarmement, qui inclurait la République populaire de Chine. Selon le journal, M. Gallagher a dit:

"Il nous faut nous demander si nous pouvons nous permettre d'ignorer 800 millions de Chinois continentaux dans un monde hostile où les enjeux sont si élevés."

17. Le mois dernier, le sénateur Robert Kennedy a recommandé lui aussi la participation de la République populaire de Chine aux travaux sur le désarmement. Cette proposition aurait reçu l'appui du leader de la majorité au Sénat, le sénateur Mike Mansfield, du Montana.

18. Il est toutefois absurde et contradictoire de reconnaître d'une part le rôle international de la République populaire de Chine et de lui contester d'autre part sa place légitime au sein de l'Organisation des Nations Unies, dont le but principal est la recherche en commun de solutions aux problèmes qui concernent tous les peuples du monde.

19. Dans son introduction au rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général a écrit:

"La situation au Viet-Nam et l'impasse du désarmement mettent une fois de plus en relief la nécessité impérieuse pour l'Organisation des Nations Unies de devenir le plus tôt possible une organisation dont la composition soit universelle." [A/6001/Add.1, sect. XII.]

Le Secrétaire général a ajouté:

"Le principe de l'universalité de la composition de l'Organisation est important non seulement pour ses travaux politiques, mais aussi pour ses activités économiques ..." [Ibid.]

20. La République populaire de Chine est un Etat foncièrement démocratique et pacifique, qui a remporté des succès grandioses dans l'édification du pays, qui suit une politique de paix et de coopération internationale et qui défend résolument la cause des droits de tous les peuples à la liberté, à la dignité, au progrès social.

21. Certes les détracteurs de la Chine n'ont pas manqué d'accuser injustement la Chine d'être agressive et de se refuser à toute coopération inter-

ationale. Le Cambodge, royaume bouddhiste, qui a fait du non-alignement la base de sa politique extérieure et qui entretient des relations amicales avec la Chine comme avec tous les autres pays respectueux de notre souveraineté, est parfaitement habilité à démentir ces assertions. En toutes circonstances, la République populaire de Chine s'est montrée parfaitement respectueuse de l'indépendance, de la neutralité, de l'intégrité territoriale et des institutions monarchiques cambodgiennes. Une parfaite correction et une absence de chauvinisme — bien rare chez les grandes puissances — caractérisent d'ailleurs les relations diplomatiques, politiques, commerciales et culturelles que la Chine entretient avec les autres pays. Comme disait récemment le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge:

"La Chine est l'une des très rares puissances mondiales à ne pas adopter une attitude chauviniste à l'égard des autres pays, à respecter réellement le principe de l'égalité entre nations grandes et petites, à fonder son estime, non sur des considérations de richesse ou de force matérielle, de grandeur territoriale ou démographique, mais sur les seuls critères du mérite, de la loyauté, du courage."

22. A ceux qui clament que la Chine ferait preuve d'une prétendue agressivité et ne saurait par conséquent prendre place parmi les Nations Unies, nous nous permettons de poser les questions suivantes: qui intervient en République Dominicaine? qui s'arroge le droit d'intervenir où et quand il veut en Amérique latine? Qui bombarde le Nord-Viet-Nam et mène une guerre coloniale au Sud-Viet-Nam?

23. Tout le monde sait que les Etats-Unis dressent tout autour du continent chinois une ceinture truffée de bases militaires. Les armées américaines s'imposent actuellement en tous points du monde, au Viet-Nam, en Corée du Sud, en Thaïlande, au Japon, en Amérique latine, etc. Existe-t-il des bases militaires chinoises sur le continent américain? Existe-t-il même un seul soldat chinois en dehors du territoire de la Chine? Qui menace réellement l'indépendance d'autres pays et la paix mondiale?

24. Le Gouvernement des Etats-Unis intervient à l'heure actuelle, sous différentes formes et différents prétextes, dans les affaires intérieures d'autres pays. L'intervention américaine en République Dominicaine est l'exemple typique de l'intervention dans un pays Membre de l'Organisation des Nations Unies faite en violation flagrante de la Charte et du droit internationale par un Membre fondateur des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité, organisme justement chargé de préserver la paix et la sécurité internationales.

25. Ne vous y trompez pas. Ce qui se passe aujourd'hui au Viet-Nam et en République Dominicaine pourra se reproduire, avec la même facilité et le même cynisme, dans n'importe quel autre petit pays. Déjà les Etats-Unis se sont crus encouragés à donner une forme officielle à leur politique d'intervention en Amérique latine. La résolution votée par la Chambre des représentants des Etats-Unis, proclamant le prétendu droit des Etats-Unis d'intervenir dans n'importe quel pays du continent contre tout danger de

révolution socialiste, a mis légitimement en émoi l'opinion publique mondiale et divers parlements d'Amérique latine. Cette résolution du Congrès américain, qui viole les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et du droit international, constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales de la part d'un pays qui prétend être le défenseur de la Charte.

26. Les puissances hostiles à la Chine ont encore accusé celle-ci d'être responsable de la guerre au Sud-Viet-Nam. Ces accusations ne reposent sur aucun fondement; car ces mêmes puissances n'ont pu apporter la preuve qu'il existe une seule unité chinoise, un seul soldat chinois appuyant ou encadrant les forces populaires en lutte contre les gouvernements qui leur sont imposés par l'étranger.

27. Au contraire, la Chine a scrupuleusement respecté les Accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et ceux de 1962 sur le Laos, qu'elle a également signés. Il conviendra d'ajouter que la Chine, l'une des parties intéressées à la situation au Sud-Est asiatique, n'a pas ménagé ses efforts pour rechercher une solution politique à un grave problème qui menace la paix mondiale; elle fait montre de sagesse et de retenue devant d'incessantes provocations et a soutenu les forces de la paix dans la guerre menée contre le peuple vietnamien par les Etats-Unis et leurs alliés.

28. En effet, comme l'a déclaré récemment notre chef d'Etat, le prince Norodom Sihanouk,

"Nous constatons que la Chine n'a jamais fait que défendre ses frontières et qu'aucune base ou troupe chinoise n'est implantée en dehors du territoire chinois. Quelle puissance autre que la Chine montrerait d'ailleurs autant de patience et de modération alors que Taiwan est toujours sous occupation étrangère, que les Etats-Unis violent de plus en plus cyniquement les Accords de Genève de 1954?"

29. Certains pays avancent un autre argument, selon lequel la Chine devrait, pour mériter de siéger à l'ONU, accepter les conditions américaines de règlement du problème vietnamien. Or, les parties en cause dans ce problème ne sont autres que le pays agresseur, les Etats-Unis, et les pays victimes de l'agression, en l'occurrence, le Sud-Viet-Nam et le Nord-Viet-Nam. La Chine, elle, ne fait qu'appuyer les points de vue justes et légitimes du Front de libération nationale et du Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, qui représentent réellement et effectivement le peuple vietnamien. A ce sujet, permettez-moi de citer une fois de plus les paroles de notre chef d'Etat, le prince Norodom Sihanouk:

"Comme le peuple chinois et le peuple vietnamien, nous pensons qu'il est profondément injuste de mettre sur le même plan les agresseurs et les victimes de l'agression, les occupants et les occupés, les voleurs et les volés. A cet égard, nous sommes pleinement d'accord avec nos amis du Front de libération nationale du Sud-Viet-Nam qui soulignent que l'on ne discute pas avec un bandit qui s'est installé dans votre maison; on le casse."

30. Le 2 novembre, pour protester contre cette guerre injuste et inhumaine imposée par les Etats-Unis au peuple vietnamien, un père de famille,

M. Norman R. Morrison, de Baltimore, s'est fait brûler vivant devant le Pentagone. Il s'est offert en holocauste pour attirer l'attention des responsables américains sur les nombreuses pertes de vies humaines et les souffrances humaines causées inutilement par la guerre menée par les Etats-Unis au Viet-Nam. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage au courage et au sacrifice de M. Morrison; j'espère que son geste héroïque ne sera pas inutile et qu'il ramènera à la raison les dirigeants des Etats-Unis.

31. Comme j'ai eu l'occasion de le rappeler à plusieurs reprises dans mes précédentes déclarations, la clef du problème vietnamien n'est pas à Pékin, mais bien à Washington. Les Etats-Unis et ceux qui les suivent aveuglément accusent cyniquement la Chine de pratiquer la subversion et voient là une raison supplémentaire de dénier à la Chine ses droits légitimes à être parmi nous. Nul n'ignore pourtant que s'il y a un pays qui pratique une subversion éhontée, partout dans le monde, ce sont bien les Etats-Unis. Derrière tous les complots, les coups d'Etat, les tentatives d'assassinats politiques, les renversements de régime, les guerres froides ou chaudes, que ce soit en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, il y a l'empreinte du service secret américain, la Central Intelligence Agency, l'organisme d'espionnage le plus agressif et le plus puissant du monde au service de l'impérialisme américain. Les services spéciaux américains poussent le cynisme jusqu'à déguiser des personnes en Vietcongs pour commettre des atrocités et discréditer ces derniers. Le sénateur démocrate de l'Ohio, M. Stephen M. Young, membre de la Commission sénatoriale des forces armées, déclarait récemment avoir appris au cours de sa visite au Sud-Viet-Nam que la Central Intelligence Agency employait des Sud-vietnamiens habillés en Vietcongs pour commettre des actes tels que tuer des hommes et violer des femmes.

32. Le désir sincère de paix de la République populaire de Chine est encore concrétisé par sa position en faveur du désarmement complet et général et sa proposition de réunion d'une conférence mondiale "au sommet" pour discuter de la question de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires. Devenue puissance nucléaire, la Chine s'est tout de suite engagée à n'être à aucun moment la première à utiliser la bombe atomique. Elle n'utilisera l'arme nucléaire qu'en cas de légitime défense. N'est-ce pas là une preuve éclatante du pacifisme de la République populaire de Chine?

33. Le Cambodge, pour sa part, reste convaincu que la puissance atomique de la Chine est la meilleure garantie de paix et la meilleure dissuasion face au bellicisme et aux menaces nucléaires des impérialistes américains. A cet égard, a déclaré le prince Norodom Sihanouk:

"Il me faut rappeler que certains milieux étrangers, abusés par une propagande injuste, nous reprochent amèrement de nous réjouir des progrès nucléaires de la Chine. Or, il est évident que nous ne souhaitons pas la guerre et que nous ne tenons nullement à un accroissement des risques de conflagration mondiale. D'ailleurs, existe-t-il un

seul peuple au monde qui, aujourd'hui, ne soit assoiffé de paix.

"Mais nous, Khmers, ne comprenons pas que sous le prétexte de sauvegarder la paix, l'on adopte une attitude discriminatoire entre les tout premiers producteurs de bombes A et H et les autres. Nous sommes pour la destruction totale des armes nucléaires et autres engins de destruction.

"Mais tant que leurs détenteurs n'accepteront pas de détruire totalement leur arsenal nucléaire, nous pensons que l'accès de la Chine et de la France au rang de puissance atomique n'ajoute aucunement au danger. Bien au contraire, la possession de ces bombes par des pays sincèrement partisans de la coexistence pacifique contribue à dissuader les impérialistes de se lancer dans des guerres d'extermination contre les pays désarmés.

"Nous noterons en outre que les impérialistes américains ont toujours catégoriquement refusé de s'engager à ne jamais utiliser les premiers les armements atomiques. Ce n'est donc qu'en se dotant d'un armement équivalent qu'un pays menacé peut se mettre à l'abri des ambitions de ces impérialistes."

34. Nous ne soulignerons jamais assez que le refus de rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies ne constitue pas seulement une grande injustice envers le peuple chinois, mais également une grave violation des principes fondamentaux de la Charte. C'est aussi un acte qui est contraire aux intérêts de la paix et de la coopération internationales et qui porte préjudice aux intérêts mêmes de l'Organisation.

35. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue au Caire en octobre 1964, a adopté une recommandation priant l'Assemblée générale de rétablir à sa dix-neuvième session — nous sommes donc déjà en retard d'une session — la République populaire de Chine dans ses droits et de reconnaître les représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies<sup>1/</sup>.

36. La République populaire de Chine entretient et développe constamment des relations de bon voisinage et de coopération avec les autres Etats. Elle a conclu des traités d'amitié et de coopération avec plusieurs Etats et elle est reconnue par un nombre sans cesse croissant de pays.

37. En effet, la Chine n'a cessé de renforcer sa position internationale. Elle entretient des relations diplomatiques ou consulaires avec une cinquantaine de pays, dont la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Vietnam, la Mongolie, le Cambodge, l'Indonésie, la Birmanie, le Népal, l'Afghanistan, le Pakistan, le Laos, l'Inde, la Syrie, l'Irak, la République arabe unie, le Yémen, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Mali, la Somalie, la Guinée, la Tanzanie, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), l'Ouganda, le Dahomey, le Ghana, le Kenya, le Soudan, la Mauritanie, l'Union

<sup>1/</sup> Voir document A/5763, sect. IX.

soviétique, la Pologne, la Hongrie, l'Albanie, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, Cuba, la France, la Suisse, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, la Yougoslavie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas.

38. La Chine a conclu des traités d'amitié ou des traités d'amitié et de non-agression avec la Birmanie, le Népal, l'Afghanistan, le Cambodge, l'Indonésie, le Yémen, la Guinée, le Ghana, le Congo (Brazzaville), le Mali et la Tanzanie. Elle a également signé des traités d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle avec la République populaire démocratique de Corée et la Mongolie.

39. La Chine maintient à l'heure actuelle des relations commerciales avec plus de 120 pays et régions. Elle a des relations culturelles avec 115 pays et régions. Elle a conclu également des accords commerciaux et culturels avec 31 pays.

40. Les considérations que je viens d'exposer montrent clairement que la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies est d'une importance capitale pour la présente session.

41. Nous estimons qu'il est indispensable que l'Assemblée générale rétablisse immédiatement, avant qu'il ne soit trop tard, les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et lui restitue la place illégalement occupée par les représentants de Tchang Kai-shek, qui doivent être exclus de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes.

42. La solution de tous ces problèmes ne saurait être retardée davantage, car elle conditionne l'avenir, pour ne pas dire la survie de l'Organisation. Tout retard apporté au règlement de la question engendrera des conséquences néfastes pour la bonne marche de nos travaux et pour la recherche des solutions qui nous préoccupent.

43. En bref, ma délégation est persuadée qu'une solution positive et rapide de la question de la représentation de la Chine rétablira l'injustice commise contre cette dernière, exercera une influence bénéfique sur la situation internationale actuelle et servira grandement la cause de la paix.

44. Nous espérons que finalement la sagesse prévaudra au sein de notre Organisation et que celle-ci reviendra aux principes qui ont présidé à sa création.

45. M. LIU (Chine): L'Assemblée générale, dans sa sagesse, a constamment repoussé depuis quinze ans toutes les tentatives qui ont été faites pour faire entrer les communistes chinois à l'Organisation des Nations Unies. Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle campagne en faveur de ces mêmes communistes chinois non repentis qui, tant par leurs paroles que par leurs actes, se sont montrés opposés à tout ce qui constitue la raison d'être de l'Organisation, qui l'ont abreuvée d'injures et d'insultes et dont la politique avouée est la destruction des Nations Unies.

46. Nous venons d'entendre les paroles de Pékin de la bouche d'un Cambodgien. Au début de la session, le représentant du Cambodge a dit à l'Assemblée

[1345ème séance] que son gouvernement avait été si déçu par l'Organisation des Nations Unies que sa délégation ne prendrait part aux travaux d'aucuns des organes de l'ONU et n'accepterait aucun honneur que l'Assemblée pourrait lui offrir. Il est incroyable qu'un Etat membre qui a manifesté si peu d'intérêt pour les débats et les travaux de l'Organisation ait décidé de se faire le champion de l'admission du régime de Pékin. Il est plus incroyable encore que le Cambodge, vieux Royaume Bouddhique qui se dit non aligné, ait mordu à l'hameçon des communistes chinois, avalant l'hameçon, la ligne et même le plomb. De toute évidence, le Cambodge n'a pas encore appris l'une des leçons les plus certaines de l'histoire contemporaine et ne sait pas encore qu'aucun pays, si bien intentionné soit-il, ne peut être l'ami du régime de Pékin, perfide et avide de pouvoir, ni coexister pacifiquement avec lui.

47. La question de la représentation de la Chine ne met pas seulement en jeu la place qui, aux Nations Unies, revient de droit à la République de Chine. Elle est grosse de dangers pour l'avenir même de l'Organisation. C'est pour cette raison qu'à sa seizième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1668 (XVI). Dans cette résolution, l'Assemblée, après avoir indiqué que cette question était "d'intérêt vital" pour l'avenir de l'Organisation et devait "être examinée à la lumière des buts et des principes de la Charte", a décidé que "toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine est une question importante" au sens de l'Article 18 de la Charte. Cette décision a été prise après une longue discussion au cours de laquelle la question a été examinée sous tous les angles. Elle demeure valable et ne peut être mise en cause maintenant.

48. Personne ne connaît les communistes chinois mieux que nous, Chinois de la République de Chine. Nous avons appris, au prix d'une amère et douloureuse expérience, les principes qu'ils défendent. Entre le début des années 20 et la fin des années 40, le Gouvernement chinois a essayé à maintes reprises de coopérer avec les communistes dans la lutte que menait notre pays contre la domination étrangère. Chaque fois, les communistes chinois ont saisi l'occasion pour fomenter la lutte des classes, s'infiltrer dans les forces armées et saper le gouvernement auquel ils avaient solennellement promis leur loyauté. En 1945, se servant des armes et des munitions qu'avaient prises et que leur avaient remises les troupes d'occupation soviétiques en Mandchourie, ils se sont mis en rébellion ouverte contre le gouvernement et ont entrepris de conquérir le pouvoir en Chine continentale. Ils y sont parvenus en 1949.

49. Seize années se sont écoulées depuis. Des années de terreur et d'oppression constantes. Des dizaines de millions d'innocents ont été massacrés au nom de la "réforme agraire", au nom de l'élimination des "contre-révolutionnaires" et au nom de la "transformation socialiste". Mais dans le cœur des 600 millions d'habitants de la Chine continentale, la flamme de la résistance brûle d'un feu inextinguible. Ces hommes et ces femmes comptent, pour leur délivrance, sur le Gouvernement de la République de Chine qu'ils considèrent comme le seul gouvernement chinois légitime. Ils jouissent à cet égard de l'appui inébranlable de

16 millions de Chinois à l'étranger et de 13 millions de Chinois à Taïwan.

50. Ceux qui insistent pour que les communistes chinois soient admis à l'ONU parlent de rétablir ce qu'ils appellent les "droits légitimes" des communistes chinois aux Nations Unies. L'absurdité de cet argument ne peut être passée sous silence. Etre Membre de l'Organisation des Nations Unies n'est pas un droit que l'on peut revendiquer. C'est un privilège conféré aux seuls Etats pacifiques, capables de remplir les obligations de la Charte et disposés à le faire. L'existence du régime communiste chinois ne donne pas en elle-même à ce régime le droit de prétendre à un siège à l'ONU. Elle indique simplement que la guerre civile en Chine n'est pas encore terminée et que les rebelles chinois exercent, pour le moment, leur contrôle sur la Chine continentale.

51. En fait, s'il y a des droits légitimes à rétablir, ce sont ceux qu'il faut rendre, non pas aux oppresseurs communistes, mais bien aux Chinois qui, depuis seize ans, se voient refuser la jouissance de tous les droits élémentaires de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et dont on a foulé aux pieds la dignité et la valeur en tant qu'êtres humains. C'est aux habitants de la Chine continentale qu'il faut rendre le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne; le droit de n'être pas arbitrairement arrêté; le droit à l'inviolabilité de la vie privée, de la famille et de la correspondance; le droit de circuler librement et de choisir sa résidence; le droit à la liberté d'opinion et d'expression, de conscience et de religion, de réunion et d'association pacifiques; le droit à la propriété et le droit au libre choix du travail ainsi qu'à la jouissance du fruit de ce travail. Le régime qui a privé le peuple chinois de tous ces droits ne peut prétendre au "droit légitime" de représenter ce peuple aux Nations Unies. Et, de son côté, l'Organisation n'est fondée ni sur le plan juridique ni sur le plan moral à conférer honneur et prestige à ce régime qui, au mépris de toute loi, a commis tant de crimes monstrueux contre le peuple chinois.

52. Mais ceux qui préconisent l'admission des communistes chinois semblent ne pas avoir cure de ce qui advient du peuple chinois. Ils soutiennent, au nom du réalisme, que l'existence du régime communiste en Chine continentale est un fait incontestable et qu'il serait absurde de faire comme s'il n'existait pas.

53. A ceux qui se proclament réalistes je dirai ceci: Nul ne nie l'existence du régime communiste; en fait c'est précisément parce que son existence constitue un tel danger qu'on doit lui interdire l'accès de l'Organisation des Nations Unies.

54. Dans la déclaration que j'ai faite lors de la discussion générale, j'ai cité ces paroles choquantes de Mao Tsé-toung:

"... le pouvoir politique sort du canon des fusils",

"... le règlement des problèmes par la guerre, telle est la tâche centrale et la forme la plus haute de la révolution...",

"... seuls les fusils permettront de transformer le monde" [1354<sup>ème</sup> séance, par. 113].

C'est un des principaux articles de foi des communistes chinois. Dans sa récente déclaration sur les

"révolutions populaires", Lin Piao, qui se dit Ministre de la défense de Pékin, a observé, après avoir cité ces paroles de Mao Tsé-toung:

"La sécurité assurée à des nations entières, à des pays entiers et même à l'humanité tout entière vaut bien le sacrifice d'un petit nombre d'individus dans les guerres révolutionnaires; une paix et un bonheur durables ou même perpétuels valent bien des souffrances temporaires. La guerre peut tremper le peuple et faire avancer l'histoire. En ce sens, la guerre est une grande école."

55. Mais quand parviendra-t-on à cette paix et à ce bonheur durables et perpétuels? Les communistes chinois répondent: "lorsque le communisme aura triomphé partout dans le monde". Cela revient à dire que l'objectif des communistes chinois est d'imposer la domination communiste au monde entier par la guerre et par la violence. Lin Piao n'a pas caché que les communistes chinois ont l'intention de fomenter une série de guérillas partout dans le monde.

"La théorie de Mao Tsé-toung sur l'encerclement des villes à partir des campagnes", a dit le seigneur de la guerre du communisme chinois, "est d'une importance pratique primordiale pour les luttes révolutionnaires que toutes les nations et tous les peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine mènent contre l'impérialisme et ses laquais."

Et il a poursuivi:

"Si l'on considère l'ensemble du globe, et si l'on peut dire que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale sont les villes du monde, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine en sont les régions rurales."

56. Ces prétendues "luttes révolutionnaires" ne sont pas tant dirigées contre les impérialistes que contre les pays qui sont déjà indépendants mais dont les communistes ne sont pas encore maîtres. Il y a en Chine continentale des centres d'entraînement aux techniques de guérilla où de jeunes hommes d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine sont initiés à l'art du sabotage, de l'incendie, du meurtre et de l'insurrection pour l'appliquer, le cas échéant, dans leur propre pays. Les efforts que font les communistes chinois pour fomenter des troubles et des guérillas se font sentir non seulement au Laos et au Viet-Nam mais dans un certain nombre d'autres pays un peu partout dans le monde.

57. La stratégie maoïste de la "lutte révolutionnaire prolongée" est devenue l'un des principaux articles d'exportation de la Chine communiste. Elle a même été exportée dans des pays qui suivaient Pékin de près. C'est le cas de l'Indonésie, par exemple. Aucun dirigeant national n'a fait davantage pour s'assurer la faveur des communistes chinois que le président Sukarno. Il suit la ligne de conduite des communistes chinois avec une fidélité qui ne se dément pas. Il a même retiré son pays de l'Organisation des Nations Unies pour témoigner de la solidarité de l'Indonésie avec Pékin. Il en a été récompensé par Mao Tsé-toung d'une bourrade amicale et de la promesse d'un rôle de premier plan dans "l'Organisation révolutionnaire des Nations Unies" dont il envisageait la création.

58. Ce sont pourtant les communistes chinois qui étaient derrière la récente révolte manquée de la



garde du palais. Le parti communiste indonésien inféodé à Pékin dispose de milliers d'activistes entraînés en Chine continentale. Des formations paramilitaires communistes sont déjà en action dans le centre de Java. On ne peut plus désormais écarter la possibilité que l'Indonésie devienne un second Viet-Nam.

59. Ce qui se passe en Indonésie peut arriver dans d'autres pays. Plus un pays se rapproche de Pékin, plus il est exposé aux infiltrations et à la subversion des communistes chinois. Ceux qui ont entrepris de tendre la main à Pékin soit dans l'espoir d'en retirer des avantages personnels, soit parce qu'ils étaient convaincus qu'ils servaient ainsi les intérêts nationaux de leur pays, découvriront en fin de compte qu'ils ont en fait servi les intérêts de Pékin aux dépens de ceux de leur propre pays.

60. Ce n'est un secret pour personne que l'Afrique occupe aujourd'hui une place de choix dans les visées des communistes chinois. Un tiers des missions diplomatiques de Pékin sont en Afrique où, selon Chou-En-lai, soi-disant premier ministre, les conditions sont "excessivement favorables à la révolution". Il est tout à l'honneur des dirigeants africains qu'un nombre de plus en plus grand d'entre eux commencent à voir les communistes chinois tels qu'ils sont et non tels qu'ils prétendent être. Même ceux qui se sont laissé prendre à un moment ou à un autre aux flatteries des communistes chinois sont aujourd'hui fort déçus de s'apercevoir que Pékin est prêt à renverser leur gouvernement d'une main tout en semblant l'aider de l'autre.

61. Il ne peut y avoir le moindre doute que le régime communiste chinois est la plus grande menace contre l'indépendance et la liberté des nouvelles nations et la plus grande menace contre la paix et la sécurité internationales. Et pourtant, il y en a parmi nous qui, tout en faisant profession de servir la cause de la paix, n'hésitent pas à réclamer à grands cris l'admission du régime communiste chinois. Ils semblent croire que Mao Tsé-toung et sa clique se départiront d'une façon ou d'une autre de leurs manières belliqueuses et agressives lorsqu'on leur aura donné un siège aux Nations Unies. Cette façon de confondre ses désirs avec la réalité ne cadre pas avec la politique officielle de Pékin. Le *Quotidien du Peuple* du 4 décembre 1964 a précisé au-delà de toute équivoque que les communistes chinois "s'en tiendront toujours à la ligne générale de leur politique extérieure, qu'ils fassent ou non partie de l'ONU". Cela revient à dire qu'ils continueront à encourager la violence et la guerre, à saper l'indépendance et la liberté des jeunes Etats et à semer des germes de conflit et de chaos dans les régions vulnérables du monde.

62. Le fait d'être Membre de l'Organisation des Nations Unies ne les rendra pas pour autant sensibles à l'influence modératrice de la communauté mondiale et ne les disposera pas davantage à respecter la règle de droit. Cela ne servirait qu'à renforcer leur conviction qu'ils sont invincibles et à les inciter à exercer plus vigoureusement que jamais une influence perturbatrice et démoralisante au moment où l'Organisation traverse une phase critique de son histoire.

63. Les paroles ou les actes, qui peuvent encourager les communistes chinois à penser qu'ils iront de succès en succès en demeurant fidèles à une politique de force et d'agression ne servent pas la paix. Il n'est pas vrai que le réalisme milite en faveur de l'admission des communistes chinois. Le réalisme, au contraire, exige qu'ils soient exclus de l'Organisation des Nations Unies.

64. Après le réalisme, l'argument le plus fréquemment invoqué en faveur de l'admission des communistes chinois est le "principe d'universalité". La délégation chinoise — je tiens à le dire tout de suite — n'a rien contre le principe d'universalité, s'il est interprété comme il se doit. En fait, selon la pensée politique du Confucianisme, l'objectif ultime de la marche de l'humanité vers le progrès est la création d'une société universelle ou de la Grande Association dans laquelle toutes les nations vivront guidées par la bonne foi et en harmonie les unes avec les autres.

65. Mais nous ne pensons pas que l'universalité, si désirable soit-elle, puisse être une fin en soi. Nous ne pensons pas non plus que le principe d'universalité puisse être appliqué automatiquement. Le Conseil de sécurité, chaque fois qu'il a recommandé à l'Assemblée générale l'admission d'un nouvel Etat, a suivi scrupuleusement la pratique qui consiste à examiner chaque demande d'admission séparément, en se référant aux conditions d'admission que stipule la Charte. De plus, un Etat qui est déjà Membre de l'Organisation peut être suspendu en vertu de l'Article 5 ou exclu en vertu de l'Article 6. Si les auteurs de la Charte avaient voulu que le principe d'universalité soit appliqué automatiquement, ils n'auraient pas prévu dans la Charte des conditions d'admission et d'exclusion. Tout cela est si clair qu'il est vraiment impossible de déformer les choses. Il ne faut pas selon nous interpréter le principe d'universalité de telle manière qu'il puisse servir les intérêts de ceux qui proclament ouvertement qu'ils emploieront la force pour étendre leur domination.

66. L'Organisation des Nations Unies est déjà pratiquement universelle. Il est absurde de prétendre que, pour la simple raison que les communistes chinois n'y siègent pas, les 600 millions d'habitants de la Chine continentale ne sont pas représentés à l'Organisation des Nations Unies. La vérité est qu'ils sont représentés à l'Organisation des Nations Unies. Ils y sont représentés par le Gouvernement de la République de Chine depuis 1945. Seul le Gouvernement de la République de Chine peut parler au nom du peuple chinois et exprimer ses véritables désirs et ses véritables aspirations. Seul le Gouvernement de la République de Chine peut faire connaître dans les débats de l'Organisation les sentiments et les opinions véritables du peuple chinois. Sans le Gouvernement de la République de Chine, l'Organisation des Nations Unies n'aurait jamais entendu parler des épreuves et des souffrances du peuple chinois.

67. J'ajouterai en passant que la foi des communistes chinois dans la force et dans la violence est on ne peut plus éloignée des traditions pacifiques du peuple chinois qui, imbu de l'esprit du Confucianisme, pratique la doctrine de la juste mesure, abjure le fanatisme et hait la guerre. Les traits fondamentaux du

caractère chinois sont la sagesse, la modération et la tolérance. C'est pourquoi nous disons que les communistes chinois sont le contraire de Chinois par leur caractère et par leurs aspirations, ce qui fait qu'ils n'ont pas qualité pour représenter le peuple chinois au sein de cette Organisation internationale.

68. Etant donné la longue liste des actes d'oppression qu'ils ont perpétrés dans le pays même, la longue liste de leurs agressions contre d'autres pays, il est difficile de comprendre comment il peut encore y avoir des gens qui s'accrochent à l'illusion que la présence en ces lieux des communistes chinois favoriserait la solution des nombreux problèmes dangereux avec lesquels l'Organisation est aux prises. On mentionne souvent à cet égard la guerre au Viet-Nam et la question du désarmement. L'admission des communistes chinois contribuerait-elle à mettre fin à la guerre au Viet-Nam?

69. Mao Tsé-toung, par l'intermédiaire de son porte-parole, le Quotidien du peuple, a déjà répondu. "L'Organisation des Nations Unies", déclarait le Quotidien du peuple, le 12 avril 1965, "n'a rien à faire au Viet-Nam et n'est pas qualifiée pour y faire quoi que ce soit; en fait, on peut se demander si l'Organisation, discréditée comme elle l'est, a le droit de dire quoi que ce soit".

70. Quant au désarmement, les communistes chinois condamnent tous les efforts déployés à cette fin comme une dépense d'énergie en pure perte. Ils ont condamné le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires et ils ont ouvertement préconisé, pour reprendre les termes de Chen Yi, le prétendu Ministre des affaires étrangères de Pékin, que "les nations afro-asiatiques, en nombre de plus en plus grand, fabriquent leurs propres armes nucléaires par leurs propres moyens". Selon Pékin, c'est "une absurdité et c'est manquer totalement de réalisme" que de parler de désarmement avant que "l'humanité se soit débarrassée du capitalisme et de l'impérialisme", c'est-à-dire avant que le communisme ait triomphé dans le monde entier.

71. Puisque telle est leur attitude à l'égard de la question du désarmement, on a du mal à imaginer ce que l'on pourrait gagner à les faire participer aux négociations sur le désarmement. Cela ne rendrait certainement pas un accord plus facile. Et même si l'on pouvait aboutir à un accord, il n'y a rien dans leur conduite passée qui permette de penser qu'ils le respecteraient. Le Drapeau Rouge, organe idéologique du Comité central du parti communiste chinois, écrivait le 10 mai 1965: "Quiconque se fie pour empêcher la guerre à des traités et à des accords sera le dindon de la farce."

72. La véritable question qui se pose à l'Assemblée générale est celle de savoir non pas ce que l'on gagnera mais ce que la communauté mondiale perdra à admettre les communistes chinois à l'Organisation.

73. L'Organisation des Nations Unies défend la paix et la sécurité, le droit et la justice, le progrès économique et social, la tolérance et les relations de bon voisinage, la foi dans les droits de l'homme, la dignité et la valeur de la personne humaine. Les communistes chinois, pour leur part, rejettent chacun des buts et chacun des principes de la Charte. Ils ne veulent

pas la paix. Ils préconisent la violence et la guerre. Ils ne respectent pas les droits fondamentaux de l'homme. Au lieu de favoriser le progrès dans l'ordre, ils entendent transformer le monde "avec des fusils seulement". Loin de pratiquer la tolérance et les relations de bon voisinage, ils sapent la liberté et l'indépendance d'autres pays.

74. Ce n'est donc pas sans raison qu'ils ont le plus profond mépris pour l'Organisation des Nations Unies. La campagne qu'ils mènent pour la discréditer a maintenant atteint l'apogée de la violence. Dans leurs déclarations, ils traitent l'Organisation tantôt "d'instrument de l'impérialisme", tantôt "d'instrument d'intimidation des petits pays", tantôt de "centre pour les transactions politiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique", tantôt de "bourse où les grandes puissances se répartissent à nouveau des sphères d'influence", etc., etc.

75. Non seulement les communistes chinois attaquent et insultent l'Organisation des Nations Unies mais encore ils ont à plusieurs reprises préconisé, au cours des derniers mois, la constitution d'une nouvelle "Organisation révolutionnaire des Nations Unies". Dans une déclaration qu'il a faite le 24 janvier 1965, Chou-En-lai a dit qu' "une nouvelle organisation révolutionnaire des Nations Unies pourrait fort bien être constituée pour faire concurrence sur la scène mondiale à cet organisme qui se donne le nom d'Organisation des Nations Unies". En d'autres termes, Pékin envisage la création d'une nouvelle internationale, qui sera un instrument de révolution mondiale, et agira en opposition à l'Organisation des Nations Unies, qui est pour Pékin une conspiration de l'impérialisme capitaliste et du révisionnisme communiste pour dominer le monde.

76. Lors d'une conférence de presse à Pékin, pas plus tard que le 29 septembre, Chen Yi, le prétendu Ministre des affaires étrangères de Pékin, est même allé plus loin. Il a déclaré que, même si Pékin était invité à entrer à l'Organisation des Nations Unies, il n'accepterait d'y siéger qu'à deux conditions: premièrement à condition que l'Organisation des Nations Unies déclare formellement que la résolution 498 (V) condamnant Pékin comme l'agresseur dans la guerre de Corée était erronée et doit être rapportée; et deuxièmement à condition que la Charte des Nations Unies soit révisée; que tous les pays indépendants soient admis à l'Organisation et que tous les Etats impérialistes fantoches en soient exclus.

77. L'effronterie de ces deux conditions est scandaleuse. L'Organisation des Nations Unies n'est pas seulement invitée à se flageller et à battre sa coulpe comme un pécheur contrit, il faut aussi qu'elle présente ses excuses à l'agresseur. En fait, l'Organisation des Nations Unies doit admettre que le régime de Pékin était innocent du crime d'agression contre la Corée et que c'est l'Organisation elle-même qui a commis un acte d'agression dans ce pays.

78. La seconde exigence est encore plus révoltante. Qui sont donc ces "pays indépendants" qui doivent être admis à l'Organisation? Parmi eux figurent sans doute tous les régimes qui suivent les mots d'ordre de Pékin et qui ne sont pas encore membres de l'ONU. Qui sont ces "fantoches impérialistes" qui



doivent être exclus? Les communistes chinois ont déjà donné une indication de leur réponse. Dans un éditorial du Quotidien du peuple du 23 avril 1965, Pékin a déclaré que le bloc neutraliste de 17 nations, qui a lancé un appel pour qu'il soit mis fin à la guerre au Viet-Nam, "prétend défendre la paix sous le faux-semblant du "non-alignement" mais, dans la pratique, se fait le cheval de Troie de l'impérialisme américain". Dans un autre éditorial, paru dans le Ta Kung Pao du 27 juillet 1965, Pékin a dénoncé Tito et Shastri comme les "laquais fidèles et les enfants chéris de l'impérialisme américain". Etant données ces déclarations, il n'est pas difficile d'imaginer combien de pays seraient exclus de l'Organisation si les conditions de Pékin étaient acceptées.

79. Voici donc un régime qui ne remplit pas les conditions requises pour être membre de l'Organisation mais qui dicte déjà ses volontés en ce qui concerne l'admission ainsi que l'exclusion de ceux qui sont Membres. Cette situation, entre parenthèses, est un commentaire ironique du prétendu principe d'universalité, principe que l'on invoque en faveur de l'admission du régime de Pékin mais que ce régime lui-même rejette catégoriquement et absolument.

80. L'Organisation des Nations Unies doit prendre une décision capitale sur une question importante. Pour dire les choses en deux mots, faut-il que l'Organisation des Nations Unies récrive son histoire et revise sa constitution conformément aux exigences du régime de Pékin? L'Assemblée générale peut-elle, en toute conscience et si elle tient à son honneur, accepter les conditions impossibles que le régime de Pékin a l'impertinence et l'audace de poser? Et il ne faudrait pas nous faire d'illusions au sujet du régime de Pékin. Il ne coopérera jamais avec aucune institution, régionale ou mondiale, ni avec aucun pays ou groupe de pays, sauf si ses propres conditions sont acceptées. La preuve en est ce qu'il est advenu de la Conférence afro-asiatique au sommet qui devait se réunir ce mois-ci à Alger. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, Pékin a défini très clairement sa politique: ou bien il instituera une nouvelle "organisation révolutionnaire des Nations Unies", ou bien il transformera l'Organisation actuelle en un instrument de la révolution mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, la politique de Pékin est l'antithèse de la Charte des Nations Unies.

81. La prudence élémentaire exige donc que l'Assemblée générale y réfléchisse à deux fois avant de se prononcer sur la question de la représentation de la Chine. Nous ne devons pas nous leurrer sur les ambitions des communistes chinois. Voter pour l'admission des communistes chinois, c'est inviter l'agression, c'est se faire les complices de l'agresseur, saper l'ordre international et la sécurité internationale et rendre impossible toute prétention de l'Organisation des Nations Unies à être une force morale. Voter pour l'admission des communistes chinois, c'est en réalité voter pour la destruction même de l'Organisation des Nations Unies.

82. Il est regrettable que certains défenseurs des communistes chinois n'hésitent pas à utiliser les paroles de S. S. le pape Paul VI pour servir à l'Organisation des Nations Unies la cause de Pékin. Ils semblent avoir oublié que la mission du Pape à

l'ONU était une mission de paix et qu'il a parlé dans l'esprit d'humilité, d'amour et de charité du Christianisme. Le Pape a demandé aux nations du monde de régler leurs rapports "par la raison, par la justice, par le droit et la négociation, et non par la force ni par la violence, ni par la guerre, non plus que par la peur et par la tromperie" [1347ème séance, par. 27]. C'est là le cœur même de l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale. Le Pape n'aurait pu préconiser l'admission d'un régime qui se moque du droit, de la justice et des négociations et qui entend transformer le monde par la force et par la violence, par la guerre et par la tromperie. Que nul ne déforme les paroles du Pape pour servir des causes qui vont à l'encontre de l'esprit même de son message. Que nul ne cite telle ou telle phrase, entièrement hors de son contexte, pour servir ses propres fins.

83. Aucune des questions à l'ordre du jour de l'Assemblée générale n'est aussi lourde de conséquences graves que celle de la représentation de la Chine. C'est l'avenir même de l'Organisation qui est en jeu. Jamais l'Organisation n'a eu tant à perdre, aussi peu à gagner à admettre parmi ses membres un régime qui s'est ouvertement proclamé résolu à la détruire. Jamais l'Organisation n'a été l'objet de tant d'insultes ni d'une telle manœuvre d'intimidation. Selon la décision que l'Assemblée générale prendra sur cette question importante et capitale, l'Organisation des Nations Unies connaîtra le sort de la Société des Nations ou survivra, au contraire, en tant que force vitale au service de la paix. Le choix est clair et je suis convaincu que l'Assemblée générale rejettera une fois encore toute proposition, visant à admettre les communistes chinois, sous quelque prétexte qu'elle soit présentée.

84. M. GOLDBERG (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Au cours de ses 20 années d'existence, l'Organisation des Nations Unies a eu la fierté de contribuer à la naissance de plus de nations nouvelles que n'importe quelle génération précédente de l'histoire du monde. Elle a particulièrement aidé toutes les nations, jeunes et vieilles, à s'adapter aux profonds changements qui caractérisent notre époque et elle a maintenu une paix qui, malgré toutes ses vicissitudes, nous a préservés de l'holocauste nucléaire.

85. Aujourd'hui, pour la quatrième fois en cinq ans, nous voici engagés dans un débat dont l'issue décidera si l'Organisation continuera de bâtir sur des fondations solides ou si ces fondations seront ébranlées par l'admission de représentants d'un régime qui fait fi des principes fondamentaux des Nations Unies.

86. Trois fois déjà, après avoir dûment pesé toutes les conséquences de son acte, l'Assemblée a rejeté les propositions tendant à exclure de l'Organisation la République de Chine et à offrir l'honneur et les privilèges de la qualité de Membre au régime de Pékin. Cette question est cependant d'une importance si exceptionnelle pour notre avenir qu'il est du devoir de tout Membre — malgré les décisions conformes au bon sens prises ces années passées — de reprendre l'examen du problème en tenant compte de nouveaux événements, de nouvelles attitudes et de nouveaux témoignages. C'est ce qu'a fait mon gouvernement, qui demeure convaincu que l'Assemblée commettrait la

plus tragique des erreurs si elle revenait sur ses décisions passées.

87. Ce n'est évidemment un secret pour personne que les événements antérieurs à 1963 et, ce qui est plus important encore pour le débat d'aujourd'hui, ceux qui sont survenus depuis, ont fait naître et se propager de sérieux doutes sur les véritables objectifs de Pékin dans le monde et sur ses véritables intentions à l'égard des Nations Unies, et cela jusque parmi ceux qui ont toujours été favorables à ce que Pékin soit représenté dans cette enceinte. Quant à l'attitude de la Chine communiste envers les Nations Unies, le journal yougoslave *Borba*, par exemple, exprimait le mois dernier encore l'opinion que "... le dénigrement des efforts que font un grand nombre de pays pour admettre la Chine aux Nations Unies ... a démontré que Pékin ne tient guère maintenant à être représenté". La radiodiffusion tchécoslovaque a abouti à une conclusion semblable. C'est ainsi que, le 30 septembre, le poste de Bratislava a déclaré, dans une émission de son programme national, que "les attaques de la Chine contre les Nations Unies, ainsi que les nouvelles conditions posées ... pour adhérer à ce lieu de rencontre internationale ... ont fait naître des doutes sur le désir de Pékin de devenir Membre de l'ONU".

88. Mais je n'ai pas aujourd'hui l'intention de commenter les conclusions tirées par d'autres. Ils peuvent le faire mieux que moi. Mon propos est de déclarer que, après une étude minutieuse, réfléchie et complète de l'évolution de la situation depuis 1963, mon gouvernement s'est trouvé renforcé dans sa conviction que l'Assemblée ne devait pas revenir sur ses décisions des années passées. Cette conviction se fonde sur de graves raisons que je tiens à exposer à l'Assemblée aujourd'hui.

89. En premier lieu, si l'Assemblée revenait maintenant sur ses décisions, cela équivaldrait, étant donné l'attitude belliqueuse de la Chine communiste, à céder à un chantage non déguisé. Quelqu'un dans cette enceinte croit-il qu'un gouvernement puisse donner des ordres à l'Organisation et lui dicter les conditions à remplir pour qu'il accepte d'y siéger? Je croyais que c'était la Charte qui fixait les conditions d'admission aux Nations Unies. Pourtant, c'est précisément ce que fait la Chine communiste, qui, au lieu de se soumettre aux conditions de la Charte, pose ses propres conditions à son entrée à l'Organisation.

90. La plus ancienne des conditions posées par Pékin est l'exclusion de la République de Chine. Comment l'Assemblée pourrait-elle seulement envisager de satisfaire à cette condition? La République de Chine est Membre fondateur des Nations Unies. Elle a participé aux consultations et aux conférences qui ont conduit à l'adoption de la Charte, dont elle est signataire et dans laquelle elle est nommée. Son pouvoir en Chine continentale lui a été arraché par la force des armes, mais qui peut nier que la République de Chine continue d'exercer les responsabilités d'un Etat souverain? Elle exerce en fait son autorité sur un territoire d'environ 36 000 km<sup>2</sup>, c'est-à-dire plus grand que n'importe lequel des territoires d'au moins dix-huit Membres des Nations Unies, et elle gouverne 12 millions d'individus, population supérieure à celle

de quatre-vingt-trois, soit plus des deux tiers des Etats Membres.

91. Bien que la Charte n'envisage qu'un seul moyen pour exclure un Membre, l'Assemblée a l'obligation de poser les questions suivantes à ceux qui préconisent ou appuient l'exclusion de la République de Chine: pour quels motifs ce Membre fondateur des Nations Unies doit-il être exclu? Quels critères de conduite ou quels principes de la Charte la République de Chine a-t-elle violés pour justifier la seule prise en considération de son exclusion? De quelle façon la République de Chine a-t-elle failli à ses responsabilités de Membre des Nations Unies? Pour ceux qui connaissent bien le passé de la République de Chine, la réponse à ces questions est très simple: ce pays a montré à la fois qu'il voulait et pouvait exercer ses responsabilités et accepter les obligations que comporte la qualité de Membre de l'Organisation.

92. Mais l'exclusion de la République de Chine n'épuise pas, tant s'en faut, les conditions posées par Pékin. Au cours de ces derniers mois, Pékin a progressivement mis en avant de nouvelles conditions aussi onéreuses. Son Ministre des affaires étrangères, Chen Yi, l'a clairement montré dans la conférence de presse extraordinaire qu'il a tenue à Pékin le 29 septembre. Comme on lui demandait s'il pensait que l'Assemblée exclurait la République de Chine, Chen Yi a répondu — et je cite un passage du compte rendu officiel publié par Pékin: "S'il en était effectivement ainsi, la question ne serait pas pour autant résolue". Je dis bien: "la question ne serait pas pour autant résolue".

93. Puis Chen Yi passa à l'énumération d'autres conditions que l'Organisation des Nations Unies — c'est-à-dire l'Assemblée et les autres organes qui la composent — doit remplir avant que Pékin considère la question comme résolue. "Les Nations Unies," déclara-t-il, "doivent rectifier leurs erreurs et subir une réorganisation et une réforme complètes ... Elles doivent notamment rapporter leur résolution condamnant comme agresseurs la Chine communiste et la République démocratique populaire de Corée, et en adopter une autre condamnant comme agresseur les Etats-Unis; la Charte des Nations Unies doit être revue et révisée en commun par tous les pays, grands et petits; tous les Etats indépendants doivent être admis aux Nations Unies; et tous les fantoches impérialistes doivent en être exclus."

94. Ramenées à l'essentiel, ces conditions nouvelles et exorbitantes posées pour l'admission de la Chine communiste reviennent à exiger la révision de la Charte d'une manière non spécifiée, l'annulation et le renversement de l'histoire en ce qui concerne l'agression la plus massive commise depuis la seconde guerre mondiale — celle dont fut victime la Corée à partir de 1950 — et l'exclusion de nos rangs de tous les Etats souverains que Pékin choisit de traiter de "fantoches impérialistes".

95. Je préfère ne pas discuter du jargon dont Pékin fait usage. Pékin peut donner aux Membres des Nations Unies le qualificatif qui lui plaît — encore que celui-ci soit appelé, j'en suis sûr, à être rejeté par l'Assemblée. Mais la signification de ce langage

est claire. Pékin affirme que certains d'entre vous, des Membres non désignés siégeant ici, des Etats souverains et indépendants, qui sont des Membres fondateurs ou qui ont été admis conformément à la Charte et par un vote unanime, doivent être exclus parce que c'est là une condition à sa participation. Alors je pose ces questions: lesquels d'entre vous sont sur la liste aujourd'hui? Lesquels peuvent y être ajoutés demain?

96. Je voudrais maintenant citer un extrait d'une lettre écrite le 16 mai 1965 au New York Times par le chef de l'Etat du Cambodge et publiée dans ce journal le 4 juin 1965. Voici ce que déclarait le prince Sihanouk:

"Le mois dernier, j'écrivais dans la revue mensuelle Kambuja: "Je n'ai jamais eu la moindre illusion sur le sort qui m'attend de la main des communistes, aussi bien que sur celui qui est réservé à "mon" gouvernement, après qu'auront été écartées de notre région l'influence et surtout la présence du "monde libre", et des Etats-Unis en particulier."

"Dans un éditorial à paraître prochainement dans la même revue, je reconnais de nouveau que, après le départ des Etats-Unis de notre région et la victoire du camp communiste, moi-même et cette communauté socialiste populaire que j'ai créée disparaîtrions inévitablement de la scène..."

Le reste de la lettre indique clairement que le prince Sihanouk parle de la Chine communiste.

97. Je répète donc mes questions: lesquels d'entre vous sont sur la liste de Pékin aujourd'hui? Lesquels peuvent y être ajoutés demain? Jusqu'à ce que Pékin, ou son porte-parole ici, ait fourni une réponse décisive, on ne peut que présumer que, selon ce qu'indique clairement la lettre dont je viens de citer un extrait, la liste comprendra tout Etat souverain dont Pékin désapprouve la politique.

98. Mais Pékin ne s'est pas borné à poser des conditions. Plusieurs fois, au cours de l'année écoulée, il a fait savoir que, si ses conditions n'étaient pas remplies, la Chine communiste créerait une organisation internationale concurrente. En janvier, après que l'Indonésie se fut, malheureusement, retirée de l'Organisation des Nations Unies, Chou En-lai annonça que les "Nations Unies ne sont nullement sacrosaintes... Une nouvelle organisation révolutionnaire de Nations Unies pourrait fort bien être constituée pour faire concurrence sur la scène mondiale à cet organisme" — c'est-à-dire les Nations Unies — "... qui ne peut faire que le mal et rien de bon".

99. En avril, Chou En-lai déclara que "si les Nations Unies ne corrigent pas leurs erreurs et ne procèdent pas à une réorganisation complète, la constitution d'une organisation révolutionnaire des Nations Unies sera dans l'ordre des choses". Plus tard, à Djakarta, on rapporte de lui cette déclaration: "Nous envisageons maintenant la création d'un nouvel organisme mondial, progressiste et révolutionnaire de nature".

100. En septembre, comme pour être sûr que l'Assemblée se souviendrait de ces menaces si elle passait, comme nous le faisons aujourd'hui, à la question de la représentation de la Chine, Pékin annonça

par trois fois qu'il était décidé soit à modeler les Nations Unies à son gré, soit à créer une institution concurrente. Une fois, par exemple, Pékin lança l'accusation que les Nations Unies "commettent des fautes de plus en plus graves", pour ajouter aussitôt: "Dans ces conditions, pourquoi n'envisagerait-on pas la formation d'une nouvelle organisation révolutionnaire de Nations Unies?"

101. En posant des conditions à sa participation à l'Organisation des Nations Unies et en mençant de créer une organisation concurrente si ces conditions n'étaient pas remplies, Pékin a renforcé les doutes et l'inquiétude entretenus par beaucoup quant à ses intentions réelles envers les Nations Unies. Ces doutes ont été succinctement énoncés par le Ministre des affaires étrangères d'Autriche lorsqu'il a déclaré devant l'Assemblée le 12 octobre:

"... nous devrions, au stade où nous sommes, chercher à savoir si la République populaire de Chine tient réellement à faire partie de l'Organisation des Nations Unies, si elle préfère en être absente ou si, pour accepter d'y entrer, elle imposerait des conditions que l'Organisation ne pourrait pas accepter." [1358ème séance, par. 21.]

102. Des précisions sont en effet nécessaires, et nous sommes en droit de les attendre des partisans de la représentation de Pékin à notre Organisation. Certes, nul ne peut empêcher Pékin d'essayer de faire du chantage, mais il dépend entièrement de nous d'empêcher que ce chantage ne réussisse.

103. Il y a une seconde raison sur laquelle s'appuie notre opinion. L'admission de Pékin introduirait dans notre sein une force décidée à détruire le monde épris d'ordre et de progrès que l'Organisation des Nations Unies a contribué à édifier au cours des vingt dernières années. A travers la masse de ses commentaires sur les Nations Unies, on chercherait en vain la moindre preuve que Pékin partage, ne serait-ce que dans une faible mesure, un quelconque des principes et des buts de l'Organisation, qu'il donne son approbation ou désirerait apporter son concours à quelque action passée ou présente de l'Organisation. En revanche, une montagne de faits témoignent que Pékin considère l'Organisation des Nations Unies comme une terre ennemie à conquérir ou à détruire.

104. Le jugement d'ensemble de Pékin sur les Nations Unies s'est exprimé à maintes reprises par la voix de son organe officiel, le Quotidien du peuple. En avril, cet organe officiel écrivait: "On peut se demander si l'Organisation, discréditée comme elle l'est, a le droit de dire quoi que ce soit." En septembre, le même journal accusait l'Organisation des Nations Unies de n'être qu'"un instrument utilisé par certaines grandes puissances pour intimider, s'ingérer, dominer et commettre des agressions", et il concluait qu'"elle est incapable de faire quoi que ce soit de bon."

105. Mais Pékin n'est pas seulement opposé à l'Organisation des Nations Unies par principe. Il est aussi opposé, ouvertement, aux buts les plus importants auxquels elle tend et aux tâches les plus importantes qu'elle entreprend. Il a été question, par exemple, du désarmement. Là, Pékin a dénoncé tous les efforts entrepris par la Première Commission afin d'em-

pêcher la prolifération des armes nucléaires, les présentant comme un complot américain "pour maintenir son monopole nucléaire et exercer un chantage nucléaire dans un dessein d'agression", et il soutient, contrairement au projet de résolution de la Première Commission, que "la fabrication d'armes nucléaires par les pays pacifiques... contribuera à la défense de la paix mondiale". Cela est en contradiction absolue avec ce qui a été décidé à la Première Commission aujourd'hui. Autre exemple: Pékin a décrit le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires — événement salué avec satisfaction par la presque totalité des Membres des Nations Unies — comme "une énorme escroquerie aux dépens des peuples du monde entier". Cela alors que nous nous disposons à rechercher, à la Première Commission et à l'Assemblée générale, la conclusion d'un traité d'interdiction générale des essais nucléaires. Mais voilà ce que pense Pékin d'un traité d'interdiction générale des essais nucléaires, qui, ajoute-t-il, serait "peu différent". Troisième exemple: nous nous appliquons à étudier le problème des zones dénucléarisées, ce à quoi nos pensées et notre énergie seront en grande partie consacrées cette année. Or, ces efforts sont considérés par Pékin comme un plan impérialiste pour priver les pays non nucléaires de leurs droits légitimes à se doter d'un armement nucléaire.

106. Il est une autre question vitale à laquelle l'Organisation consacre beaucoup d'efforts, c'est celle de la substitution de la diplomatie à la destruction. Là aussi, nous voyons quelle est l'attitude de Pékin. Nulle part elle n'a été plus manifeste l'année dernière que dans les graves crises survenues en Asie. En avril, par exemple, le Secrétaire général entreprit des efforts pour faciliter un règlement négocié au Viet-Nam. Pékin répondit à ses efforts par ces paroles acerbes:

"Il est absolument inutile que M. Thant vienne en Chine. ... Epargnez-vous cette peine... La question du Viet-Nam n'a rien à voir avec les Nations Unies. ... Les Nations Unies n'ont aucunement le droit de se mêler des affaires du Viet-Nam et de l'Indochine. ... L'ingérence des Nations Unies n'est pas demandée et ne sera pas tolérée. Il en est ainsi aujourd'hui comme il en a été dans le passé et comme il en sera à l'avenir."

107. Plus récemment, Pékin a de nouveau soutenu, en dépit des nombreuses actions de l'Assemblée générale, que les Nations Unies n'ont pas le droit de seulement discuter du problème de la Corée, pour lequel elles ne sont pas compétentes. Pouvons-nous en conclure que, malgré le texte de la Charte, Pékin considère que certaines régions du monde sont automatiquement hors de la compétence de l'Organisation des Nations Unies et sont au contraire l'affaire exclusive de Pékin?

108. Tous les membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont encore à ce jour le souvenir précis de ce que l'Organisation a consacré, entemps, en ressources et en énergie, pour mettre fin au combat tragique entre deux Membres respectés, l'Inde et le Pakistan. Cependant, la tâche accomplie jusqu'ici par l'Organisation, bien qu'encore inachevée, a été dénoncée par Pékin comme "un nouveau chapitre

de l'histoire honteuse des Nations Unies". Alors que les Membres des Nations Unies, quelle que soit leur idéologie politique, travaillaient à mettre fin à l'effusion de sang, Pékin lançait des menaces ou des ultimatus et allait jusqu'à se livrer à des démonstrations de force contre un Etat Membre. Je n'ai, quant à moi, pas le moindre doute qu'il eût été impossible au Conseil de sécurité, et probablement à l'Organisation des Nations Unies elle-même, d'obtenir un cessez-le-feu dans le conflit entre l'Inde et le Pakistan si Pékin avait été représenté à l'Organisation et dans tous ses organes.

109. En présence des ces évidences, à savoir que Pékin considère que les Nations Unies sont incapables de faire quelque chose de bon; qu'il est opposé à toute activité majeure de l'Organisation; qu'il considère celle-ci, malgré le large éventail d'opinions représentées à l'Assemblée générale, comme rien d'autre qu'un instrument de domination internationale aux mains des impérialistes et des révisionnistes marxistes, on ne voit guère quels avantages l'admission de Pékin pourrait procurer aux Nations Unies.

110. Je ne puis que répéter que mon gouvernement est convaincu que, loin de renforcer l'Organisation, la présence de Pékin ici l'affaiblirait sérieusement, car il est clair que, de son propre aveu, Pékin n'entrerait pas à l'Organisation pour en favoriser le développement, mais pour la détruire.

111. La troisième raison pour laquelle mon gouvernement continue de s'opposer à ce que les communistes chinois soient admis à l'Organisation est notre conviction que cela ne ferait qu'encourager Pékin dans la voie de la violence qu'il suit actuellement; que cela serait considéré par Pékin comme une rétribution de ses mauvaises actions sur le plan international; et que cela ne ferait que confirmer sa foi jusqu'ici inébranlable dans le bien-fondé de son idéologie, une idéologie qui approuve au lieu de le condamner le règlement des différends par la force armée. Si elle devait prendre une mesure en ce sens, l'Assemblée assumerait une lourde responsabilité, car elle augmenterait ainsi la probabilité d'une guerre en Asie et de l'emploi de la violence dans le monde entier.

112. Il est difficile de concevoir une plus grande incompatibilité que celle qui existe entre les buts des Nations Unies et ceux de Pékin. L'Organisation des Nations Unies a été fondée, selon les termes de la Charte, pour "préserver les générations futures du fléau de la guerre". Le maréchal Lin Piao, de son côté, proclame que "les marxistes-léninistes ne prennent jamais la guerre au tragique... La guerre peut tremper le peuple et faire avancer l'histoire... La guerre est une grande école." L'Organisation des Nations Unies repose sur la profession de foi proclamée par la Charte selon laquelle nous devons tous chercher "à pratiquer la tolérance et à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage". Pékin, cependant, a ouvertement proclamé, dans sa lettre au parti communiste de l'Union soviétique de juin 1963, que — et il y a là entre ces deux pays une grande divergence de vues qui n'est pas encore résolue — "c'est un tort que de faire de la coexistence pacifique la ligne générale de la politique étrangère des pays socialistes".

113. L'Organisation des Nations Unies a été fondée sur les principes exposés dans la Charte qui veulent qu' "il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun", que "tous les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques" et que "les Membres de l'Organisation s'abstiendront, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force". Pékin, en revanche, épouse et pratique ouvertement la doctrine selon laquelle "le pouvoir politique sort du canon des fusils" et "la prise du pouvoir par la force des armes, le règlement des problèmes par la guerre, telle est la tâche centrale et la forme la plus haute de la révolution".

114. L'Organisation des Nations Unies repose sur le principe de "l'égalité souveraine" de tous les Etats et le "respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", dont l'Assemblée est le classique et vivant exemple. Pékin, au contraire, part du principe que tout pays, souverain ou dépendant, doit se développer conformément aux plans qui ont amené les communistes chinois au pouvoir en Chine, c'est-à-dire à leurs plans de changement par le seul moyen de la révolution armée, à leurs plans de révolution armée sous la seule autorité d'un parti qu'ils dominent, à leurs plans d'autorité qui considèrent tous les non-communistes, les dirigeants ainsi que le peuple, comme des alliés purement temporaires à rejeter ou à liquider quand ils ont rempli leur objet, et qui voient dans l'imposition de leur corset dogmatique sous la dictature de leur parti communiste le seul véritable but du développement national.

115. Ces desseins sont enrobés d'une noble terminologie, telle que "luttres des peuples opprimés", "mouvements de libération nationale", "combattants de la liberté", "forces de libération nationale", expressions conçues pour masquer le fait terrible que Pékin envisage la révolution principalement contre les nouveaux gouvernements des Etats sous-développés. Il est tout à fait significatif que la pression principale exercée par cette politique ait des conséquences menaçantes pour tout le continent africain. Pékin ne cesse de proclamer, comme l'a encore fait Chou En-lai en juin dernier, que ce continent tout entier, et non pas seulement ce qui reste de colonies africaines, est mûr pour la révolution. Mais, comme l'Assemblée en témoigne, la plus grande partie de l'Afrique est maintenant composée d'Etats souverains indépendants qui possèdent leur propre gouvernement. Il s'agit d'Etats que les Etats-Unis ont reconnus, salués comme Membres des Nations Unies et se sont efforcés de soutenir de maintes façons. Et il s'agit d'Etats qui ont reçu un accueil chaleureux à l'Assemblée. Mon gouvernement — comme, j'en suis sûr, chaque membre de l'Assemblée — a posé en principe que ces Etats devaient être laissés libres de se gouverner eux-mêmes, de façonner leurs propres institutions et d'élaborer leur propre ligne de conduite nationale comme nous en eûmes le privilège; que la diversité n'est pas une faiblesse, mais un avantage; et que ce dont ces Etats ont avant tout besoin, c'est de soutien et d'aide, et non d'appels à une violence renouvelée ou à la subversion.

116. On ne peut s'empêcher de se demander, par conséquent, ce que Chou En-lai a dans l'idée quand il déclare que toute l'Afrique est "mûre pour la révolution". La révolution par qui et contre qui? La révolution à quelles fins?

117. Cependant, nous en avons l'explication dans l'article maintenant célèbre par lequel le maréchal Lin Piao expliquait, le 2 septembre, que: premièrement, "la théorie marxiste-léniniste de la révolution est la théorie de la prise du pouvoir politique par la violence révolutionnaire"; deuxièmement, le révolution prolétarienne est "la conséquence inévitable de la révolution nationale-démocrate"; troisièmement, la révolution prolétarienne "ne peut être conduite, mieux, ne doit être conduite, que par le prolétariat et par le parti authentiquement révolutionnaire"; quatrièmement, "plus complète est la révolution nationale-démocrate, meilleures sont les conditions de la révolution prolétarienne"; et, finalement, "ce principe marxiste-léniniste de la révolution est valable universellement, pour la Chine et pour tous les autres pays".

118. En d'autres termes, Pékin se réserve le droit de désigner un pays ou un continent comme étant "mûr" pour sa révolution ou sa libération, de décider quels mouvements politiques de ce pays ou de ce continent ont la qualité de "mouvements de libération nationale", et ensuite, dans l'exercice de ce devoir dont il se charge lui-même, de fournir toute forme possible d'aide et de soutien actifs au mouvement désigné, sans tenir compte du principe de la non-intervention, de l'existence de frontières nationales, et même de l'existence de gouvernements nationaux avec lesquels il entretient lui-même des relations diplomatiques. C'est une condition inacceptable aux termes de la Charte, laquelle respecte la souveraineté nationale et l'égalité de tous les Etats.

119. Je n'ignore pas que parmi les partisans de l'admission de Pékin à l'Organisation des Nations Unies, il en est beaucoup qui ne nient pas un instant que le comportement de Pékin sur le plan international a été, et continue d'être, guidé par ces principes discrédités. Certains prétendent, cependant, que Pékin doit être représenté ici afin que les Nations Unies soient plus proches de leur but d'universalité.

120. Mais, devons-nous nous demander, serait-ce en fait un pas vers l'universalité? Bon nombre de ceux qui préconisent avec le plus de force l'admission de Pékin réclament tout aussi bruyamment l'exclusion de la République de Chine. Et Pékin lui-même est nettement opposé à ce que tous les Etats souverains soient membres. En réalité, comme condition à sa participation à l'Organisation, ainsi que je l'ai clairement montré d'après ses propres déclarations, il exige l'exclusion d'un Membre signataire de la Charte ainsi que de Membres non désignés qui méritent à ses yeux l'étiquette de "fantômes impérialistes". La présence de Pékin parmi nous serait contraire au seul vrai principe d'universalité auquel devrait tendre l'Organisation. Comme l'envisage l'Article 4 de la Charte, c'est l'universalité de tous les Etats pacifiques "qui acceptent les obligations de la présente Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire". Je voudrais alors poser

ces questions: d'après les actes passés et présents de Pékin en Asie, qui peut sérieusement soutenir que Pékin est pacifique? Etant donné ces déclarations catégoriques sur les conditions de son admission, qui peut sérieusement soutenir qu'il est attaché aux buts et principes de la Charte? Qui peut sérieusement soutenir, étant donné son engagement idéologique en faveur de l'emploi de la force, que Pékin serait capable de remplir les obligations que lui impose la Charte et disposé à le faire? Qui peut soutenir que Pékin serait disposé à régler ses différends par des moyens pacifiques ou à s'abstenir d'employer la menace ou la force dans ses relations internationales?

121. Soutenir ces arguments, c'est ni plus ni moins nier les faits. On n'a certainement pas oublié dans cette enceinte comment Pékin s'est joint de bon gré au premier ministre Nehru pour souscrire aux cinq fameux principes de conduite internationale qui font pendant à ceux des Nations Unies. On n'a pas non plus oublié que Pékin a pris part, en fait a pris une part prépondérante, à la première Conférence afro-asiatique de Bandoung, où il a souscrit de bon gré aux dix principes de coexistence pacifique. Mais rien ne montre que ces engagements aient empêché l'action de Pékin envers l'Inde ou d'autres Etats afro-asiatiques souverains. En fait, c'est tout le contraire qui est la réalité.

122. En 1952, Pékin a déclenché une attaque armée contre l'Inde et, voilà seulement quelques semaines, comme l'Assemblée le sait fort bien, il a menacé de se livrer à de nouvelles attaques. Le Laos, la Thaïlande et le Sud-Viet-Nam ont tous participé à la Conférence de Bandoung. Cependant, en ce moment même, Pékin soutient une insurrection armée contre le Gouvernement neutraliste du Laos. Il encourage l'agression contre le Gouvernement du Sud-Viet-Nam, qui participa à la Conférence de Bandoung, et il menace le Gouvernement de la Thaïlande, qui est un Etat Membre, parce que ce pays se trouve le premier sur la liste de ceux qu'il estime mûrs pour leur libération.

123. Ceux qui soutiennent que le comportement et l'idéologie de Pékin sur le plan international seront modérés par le fait qu'ils seront révélés à l'opinion mondiale devraient aussi réfléchir au rôle de Pékin dans l'avortement de la seconde Conférence afro-asiatique et à l'histoire de ses relations avec l'Union soviétique et d'autres pays communistes. Dans tous ces cas, Pékin a montré son empressement à adopter une attitude persistante de splendide isolement, sa totale répugnance à modérer ses vues et sa position par déférence envers les désirs des autres, condition indispensable à la survie de l'Organisation des Nations Unies, et sa ferme résolution de faire prévaloir ses vues dans leur intégralité, fût-ce au prix de la destruction du mouvement même au sein duquel il est représenté.

124. Le représentant du Cambodge a tenu à faire une déclaration au sujet du Viet-Nam. Il m'a été difficile, en lisant cette déclaration, de la concilier avec ce que le chef de l'Etat du Cambodge écrivait dans sa lettre au New York Times. Il m'a été très difficile, en l'écoutant, de la concilier avec le fait que le Cambodge se prétend non aligné. Comment pouvons-nous concilier la déclaration qui nous a été faite avec

une profession de non-alignement? Mais, plus important encore, opposons-la à ce qui est effectivement le cas au Viet-Nam. Je voudrais poser cette question, en réponse à celle qui a été formulée par le représentant du Cambodge: qui exige des conditions pour transférer ce conflit du champ de bataille à la table de négociations? Ce ne sont pas les Etats-Unis. J'ai dit et répété du haut de cette tribune, et notre Président l'a dit et répété au monde entier, que nous sommes disposés à entamer des négociations sans conditions. Hanoi et Pékin, eux, ne sont pas disposés à le faire; ils ont posé leurs conditions. Qui déjoue la tenue d'une conférence à Genève ou dans toute autre enceinte appropriée? Ce ne sont pas les Etats-Unis, mais Hanoi et Pékin. Et, à propos de conditions et d'agression, je voudrais encore demander ceci: que dire de l'agression contre le peuple pacifique du Viet-Nam? D'où vient-elle? Qui fournit les armes qui apportent la terreur dans cette partie du continent? Qui pose le principe de l'autodétermination? Les Etats-Unis ont déclaré qu'ils sont disposés à ce qu'un règlement pacifique intervienne sur les bases de l'autodétermination. Qu'a offert le côté adverse en échange? La vérité est que le problème du Viet-Nam est essentiellement un problème où le mot de libération ne peut signifier que l'imposition d'un règlement par la force, alors que les Etats-Unis recherchent un règlement honorable à des conditions pacifiques.

125. Enfin, en ce qui concerne le Viet-Nam, qui a déclaré que la guerre au Viet-Nam continuerait, et devrait continuer, pendant dix, quinze ou vingt ans? Ce ne sont pas les Etats-Unis. Nous recherchons une solution pacifique dans le plus bref délai possible. C'est le régime de Hanoi, soutenu par Pékin, qui a dit cela.

126. Compte tenu de ces faits avérés, ce serait se bercer d'illusions que de ne pas croire Pékin quand il déclare, comme il l'a fait à maintes reprises, que son comportement international et sa politique étrangère ne seront en rien modifiés par son appartenance à l'Organisation des Nations Unies, de même que de ne pas reconnaître qu'une décision de l'Assemblée d'admettre Pékin parmi nous serait prise pour un signe de faiblesse de notre part et de force de la part de Pékin, pour une justification de son bellicisme passé et présent, pour une preuve positive que le pouvoir politique, sur le plan international comme sur le plan national, sort du canon des fusils.

127. En conclusion, je voudrais répéter ce que j'ai dit au début, à savoir que l'Organisation des Nations Unies a été le témoin d'une des plus remarquables transitions de l'histoire humaine. L'ère du colonialisme et des empires va s'achever — et le plus tôt sera le mieux — et une nouvelle ère d'autodétermination et d'indépendance a commencé. Nous ne devons pas maintenant faire un pas en arrière susceptible d'encourager un nouvel impérialisme qui exige que l'on se conforme à ses vues et qui rejette la coexistence pacifique pour proposer la violence et la guerre comme principe de règlement international. C'est cela, Messieurs, les membres de l'Assemblée, que mon gouvernement estime être la grande question en jeu aujourd'hui, et assurément notre réponse doit nous faire avancer, non pas dans la voie de la violence et d'un nouvel impérialisme,



mais dans la voie indiquée par la Charte et ses buts de justice et de paix pour tous les hommes.

128. M. BUDO (Albanie): L'un des graves défauts de l'Organisation des Nations Unies, celui dont les effets nuisibles se font sentir chaque jour davantage et plus que jamais à l'heure actuelle, c'est sans conteste l'absence des rangs de l'Organisation de l'un de ses Membres fondateurs, la Chine, l'une des plus grandes puissances mondiales.

129. La question du rétablissement de la Chine dans ses droits légitimes à l'ONU, qui revêt une importance vitale pour cette organisation, a fait ici l'objet de longs débats au cours de nombreuses années. Mais les Nations Unies, se trouvant sous l'influence néfaste et intolérable d'une grande puissance impérialiste, ennemie jurée de la République populaire de Chine et du peuple chinois, n'ont pas été en mesure de la résoudre conformément à la Charte et aux normes élémentaires du droit international.

130. Il en est résulté, tant au sein de l'Assemblée que dans les autres organes des Nations Unies, une situation anormale unique en son genre. La place de la grande Chine populaire, au lieu d'être occupée comme il se doit par les représentants légitimes de ce pays, est usurpée par les fantoches américains de l'île chinoise de Taiwan, qui ne représentent personne, aucun peuple ni aucun pays.

131. Cette violation flagrante de la Charte, qui dure déjà depuis 16 ans, n'a pas seulement été une source constante d'abaissement de prestige et d'autorité pour l'Organisation des Nations Unies; elle a en même temps gravement affecté sa capacité de s'acquitter de ses tâches, conformément aux buts et aux principes qui sont à sa base, et de contribuer de cette façon au règlement des grands problèmes de notre époque.

132. Le fait est que les Nations Unies traversent à l'heure actuelle, et depuis bien longtemps, une crise qui, par ses analogies avec celle qu'a connue leur prédécesseur, la Société des Nations, à la veille de la seconde guerre mondiale, ne peut manquer de nous mettre sur nos gardes et d'éveiller en nous le sentiment de notre responsabilité face à l'importance des problèmes et à la gravité de la situation internationale présente et devant le danger qui menace l'Organisation.

133. Nul doute que la majorité écrasante des Etats Membres sont bien conscients de cette situation et des causes qui sont à son origine, et se rendent fort bien compte de la nécessité qui s'impose de prendre d'urgence des mesures en vue de remédier à une telle situation. Les pays pacifiques réalisent en particulier que le rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'ONU serait le premier pas, ou mieux est devenu la condition sine qua non dans la voie des efforts qui s'imposent en vue de sauvegarder l'Organisation et d'orienter son action suivant la ligne prescrite par les buts et les principes de la Charte.

134. Cependant, en dépit de ce sentiment général et malgré le nombre d'années écoulées, il n'a pas été possible de redresser cette situation anormale, de réparer le tort causé à cette institution internationale

et l'injustice flagrante commise à l'égard du grand peuple chinois; et cela, comme nous venons de le dire, à cause de la prédominance au sein de l'Organisation d'une grande puissance impérialiste, les Etats-Unis d'Amérique.

135. On ne saurait, dans ces circonstances, trop attirer l'attention de l'Assemblée sur la gravité du danger qui menace l'Organisation et sur la nécessité impérieuse d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

136. Les dirigeants des Etats-Unis, imbus de leurs conceptions impérialistes et guidés par leur haine profonde à l'égard du peuple chinois et de son régime socialiste, ont constamment suivi à l'égard de la République populaire de Chine une politique d'agression caractérisée et de provocations de tout ordre directes ou indirectes, assumant ainsi une lourde responsabilité en créant en Asie une situation dangereuse qui menace gravement la paix mondiale. Les Etats-Unis ont fait usage de tous les moyens en vue d'empêcher la grande Chine populaire de prendre la place qui lui revient de droit dans l'Organisation et même d'inciter celle-ci dans la voie de mesures et d'agissements hostiles à la Chine, totalement injustes, contraires à la lettre et à l'esprit de la Charte et condamnés par l'opinion publique mondiale.

137. Cette position des Etats-Unis s'explique par la politique d'hégémonie mondiale et de force qu'ils poursuivent sans relâche depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est ainsi qu'ils ont décidé de jouer, par tous les moyens dont ils disposent et en particulier par le recours à la force armée, le rôle de gendarme international, en réprimant les luttes révolutionnaires de libération nationale et sociale des peuples et en étouffant l'indépendance et la souveraineté des pays épris de paix et de liberté.

138. Leur attitude à l'égard des Nations Unies est greffée sur la même ligne. Ils considèrent cette organisation comme un instrument important dont ils se servent pour la mise en œuvre, d'une façon plus ou moins camouflée, de leur politique de domination et d'exploitation des peuples. D'où leurs efforts redoublés afin de maintenir à tout prix leur emprise sur l'ONU et d'y empêcher aux mêmes fins le rétablissement des droits de la République populaire de Chine.

139. Tout le monde connaît les divers subterfuges et manœuvres auxquels ont eu recours les divers gouvernements américains au cours des années en vue de bloquer la solution de la question du rétablissement des droits de la Chine populaire à l'Organisation des Nations Unies. Les représentants des Etats-Unis ont invoqué au début le prétexte absurde de la non-reconnaissance de la République populaire de Chine par les Etats-Unis. Plus tard, ils ont eu recours à la tactique illégale consistant à obliger l'Assemblée générale, chaque session, à différer la discussion de la question. Ensuite, lorsque cette tactique n'a plus pu jouer, ils ont fait appel à ce qu'ils ont appelé "la question de procédure", prétendant que l'Assemblée générale ne pouvait trancher la question que par une décision prise à la majorité des deux tiers. Ils ont inventé la prétendue théorie des "deux Chines", ou celle d'une Chine et d'un Taiwan, ainsi que d'autres faux-fuyants. Tous les prétextes et subterfuges dont ont fait usage tour à tour les Etats-Unis, et qui constituent une preuve

de leur position fallacieuse insoutenable, ont été démasqués et rejetés au cours des années par de nombreux Etats Membres et condamnés par l'opinion publique mondiale.

140. Mais les Etats-Unis n'ont pas pour autant renoncé à leur attitude odieuse et intolérable à l'égard des droits légitimes de la grande Chine, Membre fondateur des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité. Les Etats-Unis ont ainsi continué jusqu'à présent, c'est-à-dire pendant 16 années, depuis le jour du triomphe de la révolution populaire en Chine, à imposer à l'Organisation, grâce à ce qu'on a appelé à juste titre "le mécanisme du vote", une situation insolite qui, à part ses conséquences préjudiciables à la cause que doit servir cette institution, ne peut manquer de porter atteinte à la dignité même des Etats Membres.

141. Pour justifier leur position obstructionniste en la matière, les Etats-Unis n'ont pas manqué d'inventer également toutes sortes d'accusations fallacieuses contre la grande Chine socialiste. Les représentants des Etats-Unis ont utilisé toutes les calomnies possibles, tirées de leur arsenal de propagande anti-chinoise. Dans leurs efforts pour calomnier la République populaire de Chine et en vue d'empêcher la restauration de ses droits à l'ONU, les Etats-Unis ont imposé une fois de plus à l'Assemblée générale l'inscription à la présente session de la prétendue question du Tibet, ce qui constitue, contrairement à la Charte, une ingérence intolérable dans les affaires intérieures de la Chine.

142. Pour les besoins de leur cause, les Etats-Unis n'ont cessé d'accuser le Gouvernement de la République populaire de Chine, entre autres choses, de suivre une politique belliqueuse, comme vient de le faire encore à l'instant le représentant des Etats-Unis. Une telle calomnie contre la grande Chine socialiste, connue dans le monde entier pour sa politique éminemment pacifique, devient d'autant plus ridicule qu'elle est proférée par les Etats-Unis d'Amérique, puissance impérialiste la plus agressive, qui a perpétré des actes de provocation et d'agression, déclenché des agressions armées et créé des foyers de guerre dans toutes les régions du globe.

143. Les peuples du monde savent fort bien maintenant que ce n'est pas la Chine populaire, mais bien les Etats-Unis, qui mènent une politique de guerre et d'agression. Ce sont eux qui ont perpétré une agression en Corée et occupent la Corée du Sud; ce sont eux qui ont envahi l'île chinoise de Taiwan et la maintiennent encore sous leur occupation militaire, qui mènent une guerre d'agression contre l'héroïque peuple du Viet-Nam, poursuivent leur agression contre le Laos et menacent le Cambodge, qui sont les auteurs de l'agression contre le Congo, contre Cuba et dernièrement contre la République Dominicaine. Ce sont eux qui ont poussé l'Inde à l'agression contre la République populaire de Chine et dernièrement contre le peuple du Cachemire et du Pakistan, et ont commis tant d'autres actes semblables.

144. Les peuples du monde reconnaissent avant tout la Chine populaire à sa politique sage et foncièrement pacifique, à sa fidélité inébranlable à la cause des peuples et à son ferme soutien de la lutte de libération

nationale et révolutionnaire de tous les peuples opprimés. La politique extérieure de la République populaire de Chine est ferme et repose sur de sains principes. La Chine populaire demeure fidèle aux cinq principes de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes différents, dont elle est l'initiatrice, ainsi qu'aux principes de la Conférence de Bandoung (1955), à l'application desquels elle a conservé tous ses efforts dans l'intérêt de la solidarité afro-asiatique et pour la réalisation des objectifs de Bandoung, pour la consolidation de la lutte des peuples des deux continents contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.

145. Le soutien résolu et actif du mouvement national et démocratique des peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est l'un des traits essentiels de la politique étrangère du Gouvernement chinois. La Chine est elle-même un pays qui s'est affranchi du joug colonial; elle a donc connu le même sort que les autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et c'est ce qui explique la communauté d'intérêts entre elle et les pays de ces continents, leurs liens naturels et leurs sympathies et appuis réciproques. Ayant déjà remporté de haute lutte la victoire dans son pays, le peuple chinois et son gouvernement se font un devoir sacré de soutenir les pays qui ne sont pas encore libérés du joug colonialiste et impérialiste, ou qui sont sur le point de remporter la victoire.

146. Guidé par sa politique de paix, le Gouvernement de la République populaire de Chine a joué un rôle très important dans la conclusion de l'armistice en Corée, il a apporté une grande contribution aux Conférences de Genève sur la Corée, le Viet-Nam et le Laos et a rigoureusement respecté les accords y relatifs. Il a appuyé toutes les propositions constructives sur les questions touchant à la paix et à la sécurité internationales et a lui-même pris des initiatives très importantes dans ce sens en proposant des mesures réalistes et propres à contribuer à l'amélioration de la situation internationale. Telle est entre autres sa proposition visant à la conclusion d'un traité de paix et de non-agression entre les pays d'Asie et du Pacifique, y compris les Etats-Unis, en vue de transformer cette région en une zone dénucléarisée, ou sa proposition tendant à la convocation d'une conférence au sommet de tous les pays du monde pour discuter de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires et thermonucléaires.

147. Poursuivant fidèlement sa politique de paix, de bon voisinage et d'amitié avec les autres pays, la République populaire de Chine a enregistré des succès très importants dans ses relations avec l'étranger. Elle entretient des relations diplomatiques avec 50 Etats et a noué des liens commerciaux et culturels avec 120 pays et territoires. Au cours des cinq dernières années, la Chine a conclu des accords réglant des problèmes de frontière avec la Birmanie, le Népal, la Mongolie, le Pakistan et l'Afghanistan. Les relations d'amitié et de coopération entre la Chine populaire et les nouveaux pays d'Asie et d'Afrique se sont grandement développées sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. Elle a conclu des traités d'amitié et des traités d'amitié et de non-agression avec le Yémen, la Birmanie, le Népal,

l'Afghanistan, la Guinée, le Cambodge, l'Indonésie, le Ghana, le Congo (Brazzaville), le Mali et la Tanzanie, ainsi que des accords de coopération économique et technique avec toute une série de pays d'Asie et d'Afrique.

148. Dans son aide à l'étranger, le Gouvernement chinois s'en tient fermement au principe de l'égalité et de l'avantage réciproque, estimant que l'aide est toujours mutuelle et que chaque pays, grand ou petit, qui entre dans de tels rapports, apporte une contribution proportionnelle à ses possibilités. Ne mettant aucune condition à son aide et ne réclamant aucun privilège, le Gouvernement chinois vise uniquement à aider les pays bénéficiaires à s'engager effectivement dans la voie du développement graduel d'une économie indépendante, en se basant sur leurs propres forces.

149. Fidèle à l'internationalisme prolétarien et combattant en conséquence l'égoïsme national et le chauvinisme de grande puissance, le Gouvernement chinois a développé ses relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec nombre de pays socialistes. La République populaire d'Albanie entretient et développe toujours davantage des liens d'amitié très étroite et de coopération fraternelle avec la République populaire de Chine. Dans les jours difficiles, lorsque les ennemis de la République populaire d'Albanie et du peuple albanais ont entrepris d'empêcher et de saboter l'édification socialiste de notre pays, la Chine populaire prêle une main fraternelle à notre peuple et lui apporte une aide précieuse. Le peuple albanais et son gouvernement n'oublieront jamais cette attitude fraternelle et internationaliste et expriment au peuple chinois et à son gouvernement leur reconnaissance profonde pour l'aide très importante qu'ils ont fournie et fournissent à notre pays.

150. Le Premier Ministre de Chine, M. Chou En-lai, prenant la parole à la réception donnée à Pékin à la veille du 1er octobre 1965, fête du seizième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, disait notamment, en ce qui concerne la politique étrangère de son pays:

"Dans les affaires internationales, nous insistons sur la nécessité de distinguer clairement le vrai et le faux. Nous sommes résolus à soutenir tout ce qui est juste et à dénoncer tout ce qui est injuste. Nous sommes d'irréductibles ennemis des agresseurs et oppresseurs et de bons amis de tous les peuples qui luttent contre l'agression et l'oppression. Quoiqu'il advienne sur le plan international et quelles que soient les injures et les menaces que l'impérialisme américain et ses partenaires pourraient proférer à notre égard, et même s'ils nous imposent une guerre, nous ne nous départirons pas de notre position de principe, fût-ce d'un seul pas.

"Nos amis des différents pays peuvent être parfaitement assurés que, si grands que soient le sacrifice et le prix exigés, le peuple chinois, de concert avec les autres peuples du monde, mènera jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme et ses subordonnés, pour la sauvegarde de la paix mondiale et le progrès de l'humanité."

Une telle déclaration se passe sans doute de commentaires. Elle indique en termes précis et concis

l'essence des principes directeurs de la politique étrangère de la Chine, principes qui sont chers à tous les peuples et à toutes les nations progressistes.

151. Les succès remarquables remportés par le grand peuple chinois, laborieux et talentueux, dans l'édification de son pays illustrent d'une façon éclatante la justesse des principes qui sont à la base de la politique que poursuivent sur le plan intérieur le parti communiste chinois et le Gouvernement de la République populaire de Chine.

152. Sous la direction du parti communiste chinois et de son gouvernement, le peuple chinois a réalisé des progrès grandioses dans tous les domaines — économique, politique et culturel — mettant pleinement en valeur la supériorité du système socialiste. La production industrielle et agricole a connu cette année un nouvel essor général sans précédent. Malgré la sécheresse et les inondations de cette année, la récolte dans l'ensemble du pays a été excellente et meilleure que l'an dernier. Dans l'industrie, un nouveau bond en avant a été réalisé grâce en particulier au vigoureux mouvement pour la révolution dans la technologie et dans d'autres aspects de ce secteur. La production globale de l'industrie connaîtra cette année un accroissement très sensible par rapport à l'année dernière. La productivité des entreprises de l'industrie et de la construction a dépassé celle des années records.

153. Ainsi, l'essor de la production industrielle et agricole se poursuit sans interruption et le peuple chinois, étroitement uni autour de son parti et de son gouvernement, confiant en ses propres forces et faisant preuve d'un enthousiasme sans précédent au travail, se prépare à commencer l'année prochaine le troisième plan quinquennal pour le développement de l'économie nationale, qui rendra la grande Chine socialiste encore plus puissante et plus prospère et qui amènera une amélioration ultérieure du niveau de vie de tout le peuple.

154. Par suite des remarquables succès remportés dans le domaine de la science et de la technologie, la Chine a accédé au rang de puissance nucléaire, ce que les peuples du monde ont salué comme un important facteur de paix et de sécurité contre le monopole et le chantage atomiques de l'impérialisme américain.

155. L'épanouissement sous tous ses aspects de la vie du peuple chinois, sa vigueur, son enthousiasme et son élan au travail, de même que les victoires remportées dans l'édification socialiste du pays, le resserrement de ses rangs autour du gouvernement et du parti communiste chinois sages et éclairés par la théorie triomphante du marxisme-léninisme, la confiance inébranlable en ses propres forces de ce colosse qu'est le peuple chinois, sa détermination de lutter jusqu'au bout de concert avec les autres peuples du monde contre l'impérialisme et le colonialisme, pour la paix et la libération nationale et révolutionnaire des peuples et des nations, le rôle énorme et grandissant que joue la Chine populaire dans l'arène internationale et la sympathie dont elle jouit chez tous les peuples pacifiques et parmi les masses populaires de tous les continents, tout ce tableau éblouissant constitue la meilleure réponse aux

calomnies de tout ordre et aux menaces proférées par les impérialistes américains et leurs collaborateurs contre la République populaire de Chine.

156. C'est précisément cet état florissant de la Chine nouvelle qui exaspère davantage encore les dirigeants américains et les pousse à redoubler d'efforts hostiles et à accélérer préparatifs de guerre contre la Chine. Selon eux — et ils n'ont pas hésité à le dire publiquement — la Chine socialiste constitue le plus grand obstacle à la poursuite de leur politique de guerre et d'hégémonie mondiale, d'où leurs agissements frénétiques et leurs plans agressifs contre ce pays.

157. Les Etats-Unis ont établi autour de la Chine et à proximité d'elle un réseau de bases qu'ils ne cessent d'accroître et de renforcer et où ils ont concentré des forces considérables, équipées même d'armes nucléaires. Ils maintiennent sous leur occupation l'île de Taiwan, partie intégrante du territoire chinois. Ils effectuent avec leur VII<sup>ème</sup> flotte de guerre des manœuvres provocatrices au voisinage des eaux chinoises. Ils violent constamment l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine et ne cessent de se livrer à des provocations contre elle. Ils mènent l'agression armée la plus barbare contre le Viet-Nam en vue de s'assurer, dans le cadre de leur stratégie de guerre et en tant que première étape, l'occupation de la partie sud de ce pays, comme ils l'ont fait en Corée. Ils poussent d'autres Etats voisins de la Chine, dans le Pacifique et en Asie, à servir cette même politique et redoublent d'efforts en vue de consolider les blocs agressifs existant dans cette région et d'en créer d'autres.

158. C'est pour les mêmes motifs qu'ils cherchent, ainsi que par le passé et comme par exemple dans le cas de la Corée, à impliquer dans cette région — en particulier au Viet-Nam — les Nations Unies, qu'ils considèrent comme un instrument complémentaire nécessaire à la mise en œuvre de leurs plans d'aventuriers.

159. Nul doute que les plans agressifs des Etats-Unis sont bâtis sur le sable et voués à l'échec. La Chine socialiste est puissante et inexpugnable; elle ne craint pas l'impérialisme américain, et si ce dernier ose s'aventurer à l'attaquer, il subira à coup sûr une défaite totale irrémédiable. De même qu'hier les hordes fascistes hitlériennes ont trouvé la mort sous les coups foudroyants de la glorieuse armée rouge du premier Etat socialiste sorti de la Révolution d'octobre et dirigé par le grand Staline, les Etats-Unis, qui représentent l'impérialisme le plus agressif de notre temps subiront, s'ils osent attaquer la Chine, le même sort sous les coups mortels que leur assèneront ce colosse qu'est le grand peuple chinois et son armée dirigés par le grand fils du peuple chinois: Mao Tsé-toung.

160. Il va sans dire que la République populaire de Chine ne cherche pas la protection de l'Organisation contre les menaces américaines; elle n'en a d'ailleurs pas besoin. Mais ce qui importe et ce qui incombe aux Etats Membres qui veulent le respect et la mise en œuvre réelle des buts et des principes fondamentaux de la Charte, c'est, compte tenu de la situation existant

tant sur la scène mondiale qu'à l'intérieur de l'Organisation, d'agir sans plus de retard et de prendre les mesures indispensables pour remettre les Nations Unies sur la juste voie, conformément aux intérêts de la paix, de la liberté et du progrès humain.

161. Nous devons, en effet, reconnaître que, par suite de la prédominance ici des Etats-Unis, l'Organisation des Nations Unies s'est engagée dans une voie erronée diamétralement opposée à ses buts et principes fondamentaux. Les méfaits commis par l'Organisation sous la pression de cette même puissance sont innombrables. On peut citer à cet égard, à titre d'exemple, le cas de l'agression perpétrée contre la République populaire démocratique de Corée ainsi que les tentatives, maintes fois renouvelées, pour jouer le rôle d'intermédiaire en faveur de la politique d'intervention et d'agression suivie par les Etats-Unis en Asie, comme au Viet-Nam, au Laos et au Cambodge, ou encore le cas de l'intervention armée que les Etats-Unis et leurs partenaires ont commise au Congo sous le couvert des Nations Unies et, tout récemment, celui de l'intervention armée des Etats-Unis dans la République Dominicaine. On peut citer aussi la position injuste que vient d'adopter le Conseil de sécurité, sous l'influence des Etats-Unis et d'une autre grande puissance, à propos du conflit indo-pakistanaï, en prenant le parti de l'agresseur contre la victime de l'agression, qui est le Pakistan, et en ne tenant aucun compte des résolutions qu'il a précédemment adoptées en la matière au sujet du plébiscite au Cachemire en vue d'assurer à la population de ce territoire la jouissance de son droit à l'autodétermination. La liste des méfaits et des pratiques erronées est longue et on pourrait en citer d'autres si c'était vraiment nécessaire.

162. Par ailleurs, à cause de l'emprise de la même puissance impérialiste, l'Organisation des Nations Unies, jusqu'à présent, n'a pas été en mesure de contribuer au règlement des problèmes importants dont elle est saisie depuis de longues années, tel le problème du colonialisme ou celui du désarmement, et d'autres questions concernant la paix et la sécurité internationales ou les droits des peuples et des nations.

163. Certes, l'une des preuves incontestables et des plus patentes de la manipulation américaine des Nations Unies est constituée par la position d'obstruction adoptée ici jusqu'à présent, sous la pression de cette même puissance, à l'égard des droits légitimes de la République populaire de Chine, qui font l'objet de notre débat actuel. Il convient d'ajouter que cette preuve apporte une attestation supplémentaire de l'obstination avec laquelle le Gouvernement des Etats-Unis s'emploie à maintenir l'Organisation des Nations Unies au service de sa politique agressive et à l'empêcher de devenir un instrument efficace de paix, capable de contribuer effectivement au règlement des problèmes importants de notre temps, étant donné que, sans la participation de la Chine, qui représente le quart de l'humanité, il ne peut être question de régler les grands problèmes qui préoccupent le monde.

164. Les Etats Membres épris de paix et de liberté, et qui ont à cœur la cause des objectifs et des principes fondamentaux de la Charte, se doivent de prendre leurs responsabilités et de ne plus permettre

que se prolonge davantage une telle situation, qui menace gravement l'Organisation des Nations Unies et peut mener à sa ruine. Le premier pas qui s'impose dans la voie des mesures à prendre pour la sauvegarde et la consolidation de l'Organisation est, sans conteste, la restauration des droits légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

165. La situation anormale qui règne ici depuis de longues années à propos de la représentation de la Chine affecte gravement le prestige de l'Organisation et ne peut manquer de porter en même temps atteinte à la dignité des Etats Membres.

166. Il est bien connu que, depuis le jour où, il y a 16 ans, le peuple chinois, triomphant dans sa révolution historique, renversa la clique de Tchang Kai-chek et fonda la République populaire de Chine, l'unique gouvernement qui a droit et qualité pour représenter la Chine, c'est le Gouvernement de la République populaire de Chine. Ce gouvernement et lui seul peut représenter le peuple chinois de toute la Chine dans les relations extérieures, lui seul peut représenter la Chine à l'Organisation des Nations Unies, dans toute autre institution internationale ou à toute conférence internationale. La clique vénale de Tchang Kai-chek, chassée par le peuple chinois et réfugiée dans l'île de Taiwan sous la protection des forces armées des Etats-Unis qui occupent cette île, ne représente personne ni aucune partie du territoire chinois.

167. Taiwan fait partie intégrante de la Chine. Elle a été connue comme terre chinoise au cours des siècles et reconnue comme telle par des actes internationaux, tels que la Déclaration du Caire de 1943 et celle de Potsdam de 1945, qui portent la signature de Présidents des Etats-Unis. La réunification de Taiwan à la mère patrie est l'affaire du peuple chinois, qui luttera jusqu'au bout pour chasser les occupants américains et reconquérir cette partie de son territoire.

168. En s'efforçant, par tous les moyens et subterfuges possibles, de maintenir ici la clique de Tchang Kai-chek, les Etats-Unis visent à s'assurer l'occupation de l'île de Taiwan. Mais, tenant compte de l'opposition croissante à cet état de choses insolite, ils s'efforcent, depuis longtemps déjà, de faire admettre ici leur théorie fallacieuse, ou mieux leur complot des "deux Chines" ou de "une Chine et un Taiwan". C'est là une nouvelle forme d'ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, contraire aux normes du droit international et à la Charte. Il n'y a qu'une Chine au monde, une et indivisible, c'est la République populaire de Chine, et il y a seulement un Gouvernement chinois: c'est le Gouvernement de la République populaire de Chine. On ne saurait fermer les yeux devant cette réalité éclatante.

169. Il incombe aux Etats Membres pacifiques de rejeter toutes les manœuvres des Etats-Unis, qui visent à se servir des Nations Unies en maintenant ici la clique de Tchang Kai-chek à n'importe quel titre, pour justifier tant soit peu l'occupation de leur partie de l'île chinoise de Taiwan. Il n'est que temps de mettre un terme à cette situation intolérable au sein de notre Organisation.

170. Les Etats Membres se rendent bien compte ici, à l'Organisation des Nations Unies, dans tous ses organes et lors de chaque discussion sur des pro-

blèmes importants, combien est ressentie toujours davantage l'absence de la République populaire de Chine. Dans leurs échanges de vues quotidiens, les délégations relèvent avec inquiétude la situation déplorable qui règne actuellement au sein des Nations Unies et soulignent l'importance du rétablissement de la Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation, en ce moment critique pour elle. Les représentants, à une majorité écrasante, s'accordent à reconnaître que la participation de la Chine est devenue indispensable pour régler les problèmes importants, pour sortir de l'impasse en matière de désarmement, et pour ne pas laisser traîner davantage les questions touchant au colonialisme, à la discrimination raciale, au droit des peuples à l'autodétermination. Selon eux, la participation de la Chine est indispensable pour qu'elle puisse contribuer à l'adoption, sur ces questions vitales pour l'humanité, de mesures précises et efficaces servant réellement les peuples qui luttent en vue d'obtenir la liberté, l'indépendance et l'égalité de droits qui leur permettraient de prendre en main leur destinée, et de mener une vie heureuse et digne de la nature humaine. La même remarque s'applique à la question de la coopération économique, que les impérialistes ont toujours cherché à exploiter selon leurs buts colonialistes et néo-colonialistes.

171. Un coup d'œil sur les débats qui se sont déroulés au cours de cette année, à l'Assemblée générale ou dans les autres organes de l'ONU, montre avec quelle force de nombreuses délégations soulignent la nécessité de la présence de la République populaire de Chine, dans l'intérêt de l'Organisation et du règlement des affaires mondiales. C'est ce que l'on a relevé, par exemple, lors des discussions dans la Commission du désarmement aux mois de mai et juin derniers, où de nombreux représentants ont souligné l'inutilité des débats sur le désarmement sans la participation de la Chine. De même, lors de la discussion générale à la présente session de l'Assemblée, plusieurs orateurs ont souligné que le maintien de la République populaire de Chine en dehors de l'ONU constitue un obstacle insurmontable à l'examen fructueux des questions fondamentales qui font l'objet de nos préoccupations constantes.

172. Un autre organe où l'absence de la Chine se fait sentir le plus — car là il s'agit de questions concernant la paix et la sécurité internationales — est le Conseil de sécurité. Nous savons tous très bien quelle triste figure fait à présent cet organe; nous savons tous quelle est son activité depuis quelques années. Pour ne pas chercher très loin, il suffit de rappeler les événements du Congo, de Cuba, du Cambodge ou ceux encore, plus récents, de la République Dominicaine et du Cachemire, cas dans lesquels cet organe, non seulement n'a pas servi la cause de la paix et de la sécurité conformément à la Charte, mais s'est mis du côté de l'agresseur contre la victime de l'agression. Il s'est même mis au service des agresseurs impérialistes contre les peuples en lutte pour leurs droits légitimes, par divers moyens, y compris le recours aux forces armées, foulant ainsi aux pieds les principes fondamentaux de la Charte et servant d'instrument pour étouffer dans le sang les mouvements de libération nationale des peuples, pour assassiner les combattants de la liberté, tels Patrice Lumumba et autres, pour massacrer les populations

innocentes. Il est évident que cet état de choses s'explique aussi par la collusion de certaines grandes puissances au sein de cet organe; mais il n'y a là qu'une raison de plus qui milite en faveur de la nécessité urgente de restaurer la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

173. A chaque instant, toutes les fois que les Nations Unies examinent des questions importantes touchant la paix et la sécurité des peuples, les représentants de nombreux pays cherchent à savoir la position de la Chine en la matière, se rendant bien compte de l'importance du point de vue d'une grande puissance pacifique comme la Chine et de son poids dans les affaires internationales.

174. La présence de la grande Chine populaire au Conseil de sécurité constituerait une garantie certaine contre les tentatives des impérialistes américains pour se servir de cet organe en vue d'actes agressifs, comme ceux que nous venons de mentionner, et contribuerait à l'engager dans la voie des buts et des principes de l'Organisation, afin qu'il s'acquitte des tâches importantes que lui confère la Charte pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La participation de la Chine au Conseil de sécurité créerait des conditions propres à faire renaître les espoirs des peuples dans les Nations Unies, inspirerait aux peuples et aux nations victimes de l'agression des sentiments plus chaleureux à l'égard de l'Organisation, redonnerait au Conseil de sécurité l'importance dont il jouissait au cours des premières années d'existence de l'ONU.

175. L'importance de la coopération de la Chine s'est fait sentir en de nombreuses autres occasions. On peut citer encore, à titre d'exemple, les revendications légitimes des nouveaux Etats Membres d'Afrique et d'Asie soucieux de jouir pleinement et de façon équitable de leurs droits, sur la base de l'égalité, dans les divers organes des Nations Unies, en particulier au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social. L'Assemblée se rappelle fort bien comment, en décembre 1963, certaines puissances, opposées aux revendications des pays afro-asiatiques touchant ces deux organes, ont cherché, profitant de l'absence de la Chine, à justifier leur opposition en rejetant la responsabilité sur celle-ci.

176. Un autre cas très important à cet égard est le complot ourdi par certaines grandes puissances pour saboter la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, menant à la situation que nous connaissons tous et qui restera comme l'une des pages les plus sombres des annales de l'Organisation. Nombre de délégations ont déploré alors l'absence de la Chine, exprimant la conviction que sa présence parmi nous aurait certainement contribué à faire échouer le complot à temps.

177. Sous quelque angle qu'on examine la question de la restauration des droits de la Chine, il ressort indubitablement qu'il est indispensable de ne plus en retarder la solution. Il est évident que la coopération de la République populaire de Chine à l'Organisation revêt aujourd'hui pour celle-ci une importance vitale; l'on peut dire, sans hésitation, qu'elle est devenue l'unique espoir de mener à bien les efforts nécessaires en vue de faire de l'ONU un instrument capable de

s'acquitter de ses devoirs face aux problèmes vitaux du monde.

178. En présence de difficultés croissantes et étant donné le nombre toujours plus grand des pays qui s'opposent à leur position obstructionniste, les Etats-Unis ont inventé, depuis 1961, une autre manœuvre fallacieuse, prétendant que la question des droits de la Chine doit être tranchée à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée générale, sous le prétexte qu'il s'agit d'une "question importante". Une telle prétention ne repose absolument sur rien et est contraire à la Charte. La Chine est Membre fondateur de l'Organisation et membre permanent du Conseil de sécurité; il ne s'agit pas ici de l'admission d'un nouveau Membre, mais simplement de faire occuper le siège de la Chine à l'ONU par les représentants véritables de ce pays. La question du régime et du gouvernement d'un Etat donné est une question intérieure à cet Etat, c'est l'affaire de son peuple. Il n'est permis ni aux Nations Unies ni à aucun pays de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre Etat; la Charte et les normes reconnues du droit international le leur interdisent.

179. Le peuple chinois ayant renversé en 1949 la clique réactionnaire de Tchong Kai-shek et proclamé la République populaire de Chine, seuls les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine sont qualifiés pour occuper le siège de la Chine à l'ONU. L'Organisation aurait dû, dès 1949, prendre acte de la victoire de la révolution populaire en Chine et donner aux représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine le siège de la Chine, après en avoir écarté les anciens occupants. Cela aurait dû avoir lieu sans aucune difficulté, sans aucune discussion.

180. Depuis 1949, dans nombre de pays Membres, des changements dus à des révolutions ou à des coups d'Etat ont eu lieu. Les représentants des nouveaux gouvernements de ces pays ont remplacé à l'Organisation des Nations Unies les représentants anciens, sans qu'il y ait eu de difficultés à cela et sans l'opposition des autres Membres, ce qui est tout naturel, car agir autrement serait s'ingérer dans les affaires intérieures d'Etats souverains, contrairement à la Charte.

181. Mais pourquoi donc cherche-t-on à faire une discrimination lorsqu'il s'agit de la restitution à la Chine de la place qui lui appartient de droit ici? Pourquoi prétend-on exiger la majorité des deux tiers pour une question aussi simple qui se ramène à une vérification des pouvoirs? L'Assemblée générale doit rejeter de telles manœuvres, totalement injustifiables. Si la participation de la République populaire de Chine est très importante pour la cause que l'Organisation des Nations Unies doit servir — et ceci est indiscutable — la question de l'installation des représentants véritables de ce pays est une simple question de procédure qui n'exige maintenant, pour être tranchée, que la majorité simple. Prétendre le contraire nous mènerait à des situations absurdes sans précédent, car à supposer qu'il fût question d'un petit pays de moindre importance que la Chine dans l'arène internationale, dans ce cas, on devrait, selon cette logique bizarre, trancher la question à la ma-  
jo-



rité simple, ce qui reviendrait à admettre le principe inadmissible de deux poids et deux mesures.

182. En ce qui concerne la résolution 1668 (XVI) que les Etats-Unis ont imposée à l'Assemblée générale grâce à leur "mécanisme de vote", cette résolution ne lie pas l'Assemblée générale pour la présente session; cela est conforme à la pratique des assemblées internationales et se trouve confirmé également par l'article 83 du règlement intérieur de l'Assemblée.

183. Les Etats Membres qui sont d'accord pour reconnaître l'importance et l'urgence du rétablissement des droits de la Chine à l'Organisation des Nations Unies doivent s'efforcer de faciliter le règlement immédiat de cette question et de rejeter tous les obstacles artificiels qu'élèvent les Etats-Unis et ceux qui les suivent en cette matière car, dans le cas contraire, ils seraient dans une position contradictoire et difficile à justifier.

184. La question de la restauration des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'ONU est parfaitement claire et simple. Elle n'a absolument besoin d'aucune étude et toute tentative faite pour répéter les anciennes manœuvres dilatoires tendant à la création de comités d'étude sur cette question est totalement injustifiable et absurde. Il s'agit simplement d'inviter le Gouvernement de la République populaire de Chine à envoyer ses représentants pour occuper le siège qui lui revient à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et dans les autres organes de l'ONU. Cela permettra d'éliminer la situation anormale et intolérable qui a duré jusqu'à présent du fait de l'usurpation de ce siège par une clique de renégats, renversée et rejetée à jamais par le peuple chinois. Ce simple acte, conforme aux règles élémentaires et à la pratique internationale ainsi qu'à la Charte, aurait dû être réalisé 16 années auparavant. Maintenant le temps presse, il faut immédiatement, sans aucun autre retard et sans permettre aucune autre manœuvre, adopter la décision positive qui s'impose en expulsant les éléments de Tchang Kai-chek de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes et en restituant aux représentants véritables de la Chine cette même place qui leur revient de plein droit.

185. La délégation de la République populaire d'Albanie lance un appel à tous les Etats Membres qui ont à cœur les buts et les principes fondamentaux énoncés dans la Charte, qui veulent la consolidation et l'efficacité de l'Organisation et souhaitent le renforcement de la paix et de la coopération internationales, en leur demandant d'appuyer le projet de résolution — qui sera présenté sous peu et dont l'Albanie est coauteur<sup>2/</sup> — prévoyant la restitution au Gouvernement de la République populaire de Chine du siège qui sera libéré par l'expulsion de l'ONU et de ses organes des éléments de Tchang Kai-chek, qui l'ont illégalement occupé jusqu'à présent.

186. Les réalités de la vie internationale nous montrent aujourd'hui plus que jamais que, sans la République populaire de Chine, le plus grand pays du monde, il n'est pas possible de résoudre les problèmes importants qui préoccupent l'humanité; sans

cette grande puissance socialiste, l'Organisation des Nations Unies ne saurait fonctionner normalement et encore moins contribuer efficacement au règlement des problèmes internationaux qui se posent à elle.

187. Tout retard dans la solution de cette question ne peut que servir les intérêts des ennemis de la paix et de l'humanité, ne peut que mener à une détérioration ultérieure de l'Organisation et rendre plus grave la menace qui pèse sur son avenir.

188. La délégation de la République populaire d'Albanie espère que l'Assemblée générale, dans sa grande majorité consciente de ses responsabilités et guidée par le bon sens, le sens des intérêts réels de la paix et de la coopération internationale, décidera, à la présente session, la restauration de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies.

189. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: L'Assemblée générale examine à nouveau la question du rétablissement des droits de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, inscrite cette année à l'ordre du jour sur la demande des délégations guinéenne, cambodgienne, cubaine, malienne, roumaine ainsi que des délégations d'autres Etats.

190. Voilà déjà seize ans que cette question est âprement débattue au sein de l'Organisation des Nations Unies et le fait que les droits de la République populaire de Chine n'ont pas encore été reconnus et que cet Etat n'occupe pas la place légitime qui lui revient aux Nations Unies et dans leurs divers organes est préjudiciable à l'Organisation elle-même, au développement de la coopération internationale et au renforcement de la sécurité des peuples.

191. Les obstacles que l'on dresse au rétablissement des droits du peuple chinois constituent une violation de la lettre et de l'esprit de la Charte car ils sapent le fondement même des activités des Nations Unies, à savoir le principe d'universalité sur lequel repose l'Organisation.

192. Tout le monde sait que la Chine est Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité. Il faut donc, de toute évidence, mettre fin à la situation intolérable que nous venons de décrire.

193. Il faut, sans autres atermoiements, rétablir la justice historique, rétablir les droits de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et en chasser les représentants de la clique de faillis de Tchang Kai-chek, dans l'intérêt même de l'ONU et de la paix internationale.

194. Il est révélateur que, sur quatre Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et membres permanents du Conseil de sécurité, trois pays, à savoir l'Union soviétique, la France et le Royaume-Uni, sont en faveur du rétablissement des droits de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

195. Il convient de rappeler que la Conférence<sup>3/</sup> des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés,

<sup>2/</sup> Distribué ultérieurement sous la cote A/L.469.

<sup>3/</sup> La deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés s'est tenue au Caire du 5 au 10 octobre 1964.

qui s'est tenue au Caire en octobre 1964, a, elle aussi, prié l'Assemblée générale des Nations Unies "de rétablir... la République populaire de Chine dans ses droits et de reconnaître les représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine aux Nations Unies"<sup>4/</sup>.

196. On sait également que les représentants de nombreux Etats se sont prononcés en faveur du rétablissement immédiat des droits de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies à la présente session de l'Assemblée générale. Seuls les Etats-Unis s'efforcent par tous les moyens de faire obstacle au rétablissement des droits légitimes de la Chine à l'ONU. L'Assemblée générale a pu constater encore aujourd'hui que le représentant des Etats-Unis n'avait pas modifié sa position, qui est contraire à la Charte des Nations Unies et au bon sens.

197. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail de la pseudo-argumentation qu'on nous a présentée. Il suffit de dire qu'elle n'abusera ou n'induera en erreur personne.

198. La déclaration du représentant des Etats-Unis n'est pas plus convaincante du fait que l'orateur l'a truffée avec zèle de compilations tendancieuses et d'une foule de citations. Toutes ces maximes ont déjà été répétées maintes fois par les représentants des Etats-Unis, à cette tribune ou ailleurs, avec des intonations et nuances diverses. Aujourd'hui dans la longue et verbeuse déclaration américaine, elles ont été énoncées sur un ton plus élevé; mais l'irritation et la hargne de l'orateur ont encore mieux fait ressortir le manque de fondement et de logique de la position que l'Ambassadeur des Etats-Unis s'est efforcé de défendre ici.

199. En écoutant le discours du représentant des Etats-Unis, on ne peut manquer d'être frappé par l'évidence: il se mêle de ce qui ne le regarde pas. Il a tenté à cette tribune d'apprendre à l'Assemblée générale comment il convient d'interpréter les notions de révolution, de mouvement de libération nationale, d'agression, d'intervention, etc.

200. Ces arguties et ces définitions sortent nettement du cadre de la question inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et attestent que le représentant des Etats-Unis a perdu le sens de la mesure au point d'en être ridicule. Dans la fièvre de la polémique, il a cru même pouvoir parler des événements de l'Asie du Sud-Est afin, sans doute, d'étayer son monologue par un exemple concret.

Mais en réalité cet exemple revient à une accusation en règle contre l'impérialisme américain, qui mène une guerre monstrueuse contre le peuple vietnamien. En ayant recours à un tel exemple, au moment où les forces d'agression américaines étendent de jour en jour leur guerre criminelle au Viet-Nam, le représentant des Etats-Unis fait preuve d'un cynisme extrême. Le monde entier sait que ce sont précisément les Etats-Unis qui poursuivent une politique d'ingérence armée dans de nombreuses parties du monde, en violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies.

201. Les considérations du représentant des Etats-Unis relatives aux pourparlers que son pays serait prêt à entamer sans condition afin de régler la situation au Viet-Nam ne tromperont personne. Les faits révèlent de façon éclatante l'hypocrisie avec laquelle les Etats-Unis cherchent à camoufler leur agression contre le peuple vietnamien pour justifier les bombardements barbares de villes et de villages pacifiques.

202. On peut bien entendu comprendre que l'irritation et la hargne non dissimulées des représentants des Etats-Unis augmentent au fur et à mesure que s'approche l'heure fatidique où seront rétablis les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

203. Nous savons que les Nations Unies doivent s'acquitter de tâches importantes et sérieuses telles que le maintien de la paix et de la sécurité et la diminution de la tension internationale. Le problème du désarmement et bien d'autres problèmes essentiels de notre époque ne sont toujours pas résolus. Leur solution de toute évidence exige la participation de la République populaire de Chine, puissance nucléaire dotée d'un potentiel militaire considérable.

204. Pour consolider l'Organisation des Nations Unies et la transformer en un instrument réellement efficace de maintien de la paix internationale et de développement d'une coopération fondée sur l'égalité des droits, il faut rétablir sans retard les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

205. L'Union soviétique préconise résolument le rétablissement immédiat des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies à la présente session de l'Assemblée générale et rejette la thèse fallacieuse et insoutenable des deux Chines, qui vise à perpétuer l'occupation américaine à Taiwan. Elle réclame l'expulsion de la clique de Tchong Kai-shek de tous les organes des Nations Unies.

<sup>4/</sup> Voir A/5763, sect. IX.

*La séance est levée à 18 h 20.*